LE MONDE LIBERTAIRE

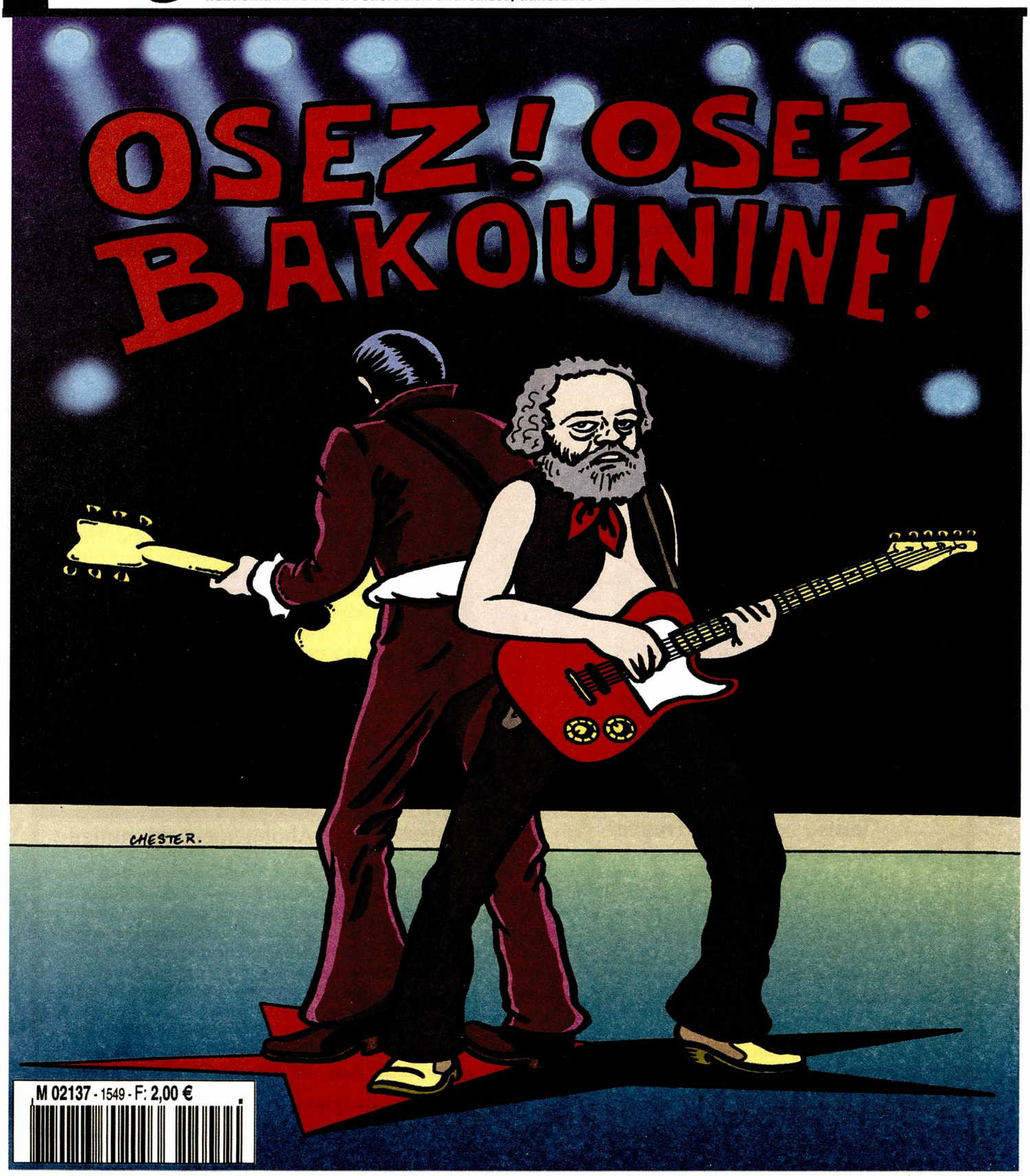
LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1549
du 26 mars au 1er avril 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Je ne veux pas être de votre révolution si je ne peux pas danser. »
Emma Goldman



M 02137 - 1549 - F: 2,00 €

Sommaire

L'Éternel est poilu, par É. Vanhecke, *page 4*

Le mouvement **universitaire,** par Patrice, *page 5*

Le **Prélat** en Afrique, par P. O'Neil, *page 7*

Super **brèves,** *page 8*

Prison, entretien autour d'un cas d'école, *page 9*

Capitalisme toujours, par S. Mahé, *page 11*

Réalité du pouvoir aux **États-Unis,** par N. Baillargeon, *page 13*

Mémoires **anarchosyndicalistes,** par G. Fortin, *page 15*

Cinéma par A. Zurvan, *page 18*

Le nouveau-né de **Maricourt,** par C. Ytak, *page 18*

La polémique de ***Welcome,*** par M. Topé, *page 19*

Le **contre-Otan** des Allemands, *page 20*

La vie du **Mouvement,** *page 21*

Radio libertaire fait son menu, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Pour canaliser le mécontentement...

Jean-Pierre Levaray

Après les manifestations du jeudi 19, l'inquiétude grandit dans les diverses instances dirigeantes de notre bel Hexagone. Dans les allées du pouvoir on se demande comment canaliser le ras-le-bol de celles et ceux qui se voient traités comme des mouchoirs usagés. Il est vrai que les séquestrations de directeurs d'entreprises fleurissent ça et là comme à la belle époque. Ça fait chaud au cœur, même si cela ne fait qu'écorner la morgue patronale. La patronne des patrons, Laurence Parisot a eu beau dire qu'on pouvait s'en sortir, tout le monde aura compris que les sphères des « décideurs », sont les seules concernées.

Ce qui agite aussi ce que l'on nomme les observateurs sociaux, c'est que la population qui, enfin, rue dans les brancards, vient de plus en plus du privé. Moins de fonctionnaires qui, peu ou prou, sont influencés par les réflexes syndicaux. Ce qui a ses bons côtés organisationnels mais qui émousse parfois la spontanéité, conduit à tempérer les ardeurs combatives... Ce qui nous amènent à constater que les directions syndicales des diverses boutiques ne regardent pas avec une extrême sympathie toute cette colère salariale qui n'a que faire des carrières bureaucratiques !

Dans les discours, « face à l'intransigeance du gouvernement » toutes les confédérations appellent à la lutte, pour amplifier mobilisations et initiatives. Fort bien, mais pour d'autres grèves ça ressemble à des calendes grecques. Le communiqué unitaire (CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa...) se bornerait-il à fixer un rendez-vous pour le 30 mars, au lieu d'entraîner une résistance syndicale unitaire et combative ?

Pourtant au niveau de l'Élysée, ça semble branler dans le manche. Même dans le camp présidentiel, d'aucuns trouvent que la notion de « bouclier fiscal » n'est pas à l'ordre du jour. Au lieu de profiter de la brèche, le monde syndical représentatif cherche surtout sa survie administrative. Un mouvement social qui changerait les données actuelles est à venir, mais nul ne peut le prévoir. Ni rapaces, ni grands timoniers, les militantes et militants libertaires sont présents dans les luttes quotidiennes. Œuvrant à la base pour voir plus loin, pour un autre futur.

Bon, on va dire que c'était plutôt bien, ce 19 mars. Il y avait plein de monde dans les rues pour manifester ; pour ceux et celles qui ont eu de la chance, on a pu s'amuser un peu avec les flics en fin de manifs (pour ceux et celles qui ont eu moins de chance ils se sont fait matraquer et arrêter) ; après, il y a eu des AG, où il a partout été dit, ou presque, qu'il ne fallait pas en rester là, qu'il fallait remettre ça dans la foulée ; les centrales syndicales devaient se retrouver le lendemain... Au final, on aurait pu dire que c'était une belle journée, joyeuse, combative et assez déterminée (en plus y avait du soleil!). On était content de s'être retrouvés si nombreux, ensemble à montrer notre colère, mais... Ça s'arrête là.

C'est toujours pareil, on se retrouve après avec la gueule de bois et retour à la case départ. Retour au boulot et au quotidien. On le sait bien que les journées d'action c'est toujours pareil, juste une soupape pour évacuer la colère. Chérèque l'a dit lui-même quelques jours avant la manif au Grand Jury RTL Le Monde : « Oui, voilà, les journées c'est pour canaliser le mécontentement, vous savez, autrement ça pourrait exploser de manière incontrôlée. » (C'est pas tout à fait ces mots-là, mais c'est ce que ça voulait dire.)

Parce que si c'est comme ça qu'on veut impressionner les patrons et l'État, c'est un peu court. À part Laurence Parisot pour dire que la grève ça coûte cher aux entreprises,

les réactions n'ont pas été dans le bon sens, Fillon a dit qu'il ne céderait plus rien, les députés UMP ont voté le maintien du bouclier fiscal, par provocation, et la bourse a monté.

Il y a eu 7 semaines entre le 29 janvier et le 19 mars, ça aurait pu permettre de peaufiner une riposte offensive, une grève reconductible par exemple. Rien de plus n'est apparu que les sempiternels trajets de manifs (avec un côté plus festif peut-être: c'était souvent de la biguine et du zouk dans les camions sono, en référence à la Guadeloupe). C'est sûr que la grève générale ne se décrète pas dans les bureaux des confédérations, mais on aurait pu faire monter la sauce pour aboutir à quelque chose qui y ressemble.

Le lendemain de la manif, les syndicats se sont donc retrouvés et il en est ressorti que dalle. Une prochaine manif à l'occasion du 1er Mai! Alors là, pour faire un flop c'est gagné. Parce que si le 1er mai est certes une journée symbolique, chargée d'histoire et de révolte, la plupart des salariés profitent du pont d'un jour férié pour s'octroyer un peu de repos. Donc, comme grande journée d'action c'est plutôt raté. En plus comme c'est un jour férié où, par définition, il n'y a pas beaucoup de gens qui bossent (quoique), il n'y aura pas de grève et pas de blocage de l'économie (Parisot sera contente).

Les bureaucrates syndicaux se sont donnés un nouveau rendez-vous pour le 30 mars, afin de parfaire leur stratégie, ça laisse rêveur. Ça laisse d'autant plus rêveur que ce même Chérèque a parlé de la suite possible: une manif à Londres (super bon plan)...

Nos bureaucrates, englués dans la collaboration et la cogestion, ne nous servent plus à rien. Le peuple guadeloupéen a montré le chemin, à nous de faire converger les luttes actuelles, de Continental aux hôpitaux, pour un mouvement fort et déterminé à faire tomber Sarkozy et consorts et à faire trembler le vieux monde.

J.-P. L.

Dieu est amour

(avec du poil autour)

Ils n'en ratent décidément pas une. Après les péripéties négationnistes et parfaitement assumées de Williamson, la réhabilitation des intégristes pur sucre et l'opposition farouche du Vatican à l'euthanasie d'une pauvre femme plongée dans un coma irréversible depuis plusieurs années, notre pèlerinage nous conduit aujourd'hui au Brésil. Pas le Brésil Copacabana, Corcovado, carnaval et string, pas celui non plus des exterminateurs d'indiens et de la fantasque Amazone. Non! Un État parfaitement État, un État comme tout le monde, là où une loi contre le viol existe mais aussi là, hic, où l'avortement est considéré comme un crime.

Les faits: une jeune fille de neuf ans a été violée par son beau-père. Ce crime répété maintes et maintes fois pendant trois ans a conduit la gamine a devenir précocement pubère et à tomber enceinte de jumeaux. Les médecins horrifiés ont aussitôt fait avorter la victime. Que faire d'autre? La loi brésilienne permettant ce cas d'espèce mais aussi si la vie de la mère est en danger. Ce qui est parfaitement le cas. L'affaire aurait pu en rester là avec la condamnation du violeur et sans doute un traumatisme et une vie bousillée.

Les conséquences: nos amies les bêtes guettent au coin du bois. L'archevêque de Recife, dom José Cardoso Sobrinho, qui n'a sans doute rien d'autre à foutre, est venu patauger dans toute cette boue humaine. Salivant devant la misère, normal c'est son fonds de commerce, et plutôt que de laisser cette jeune gamine en paix pour tenter de se reconstruire, il n'a pas trouvé plus fin que d'excommunier les médecins et la mère de la victime. Quant au bourrin criminel qui était contre l'avortement, il a eu droit à ce commentaire ahurissant: « Certes ce qu'il a fait est horrible, mais il y a tant de péchés graves, et le plus grave est l'élimination d'une vie innocente. » En gros et pour faire court: t'inquiète pas Bouboule, elle a eu ce qu'elle méritait la salope, d'ailleurs j'ai viré sa mère et j'ai pourri les docs. L'avortement serait-il donc pire que le viol? Apparemment oui.

Pour nous autres mécréants, blasphémateurs et amateurs de curés en sauce, l'excommunication, pour faire poli, on s'en tape allégrement et avec le sourire. Peu nous importe au fond si aux yeux de ces gens-là nous sentons le fagot. Nous y mettrons même un point d'honneur. Mais une fois encore les cathos, oui les cathos dans leur ensemble, nous font encore une morale à l'entourloupe. Non content de se mêler de ce qui ne les regarde en rien, c'est en l'espèce l'immixtion dans le droit fondamental des femmes et plus grave dans celui d'une pauvre gosse de neuf ans qui n'a rien demandé à personne. C'est encore s'occuper des affaires des autres. Peu nous importe qu'ils soient de gauche ou de droite. Ils sont là et ils nous gavent.

Pour en revenir au Brésil, Lula, président croyant, déplore en tant que chrétien le comportement conservateur et déclare: « Je pense que dans ce cas, les lois de la médecine sont au-dessus des lois de l'Église. » Faudra m'expliquer ce que sont les lois de l'Église, et de quel droit elles existent, et de quel droit elles s'appliquent.

En attendant, pour cette pauvre petite fille qui ne nous lit sûrement pas, un petit sourire auquel elle n'a pas dû avoir droit souvent. C'est tout ce que j'ai trouvé.

Émile Vanhecke

On a ga-gné ! On a ga-gné !

Intersyndicale du Nord-Pas-de-Calais, manifestation en février 2009. Photographie d'Éric Dussart. Photothèque du mouvement social.

Patrice

Fédération anarchiste Calvados

Notre gouvernement, particulièrement apprécié, a obligé le Parlement, tout de même complice de ses basses œuvres, à adopter une loi sur l'autonomie des universités : la loi dite «LRU» (Liberté, Responsabilité des Universités) ; autrement dit à se désengager de ses obligations envers l'enseignement supérieur. Suite aux nouvelles dispositions que cette loi mettait en place, les directeurs d'IUT ayant compris le grave danger que faisait courir l'une d'elles se sont inquiétés et ont demandé à l'ensemble des IUT d'agir. Holà ! Des directeurs d'IUT qui demandent d'agir, le danger devait être bien grave, car jamais ce genre de personnage ne demande ça. Bien au contraire, c'est plutôt du style conservateur, quand ce n'est réactionnaire, avec des « mais bien sûr monsieur le ministre », « mais oui madame la ministre, vous avez parfaitement raison », « votre serviteur ». Ils font plutôt dans le consensus mou avec tous les gouvernements, cherchant à retenir les divers acteurs de l'enseignement, que ce soient les étudiants ou les personnels enseignants et IATOSS lorsqu'ils manifestent la moindre velléité de lutte légitime. « Pas de vagues » est plutôt le mot d'ordre de nos chers directeurs. De quelle disposition était-il question ? Des moyens alloués pour fonctionner !

En effet, jusqu'à présent les IUT touchaient directement du ministère de tutelle les moyens financiers et les personnels nécessairement à leur bon fonctionnement. De plus la notoriété que les IUT se sont forgés depuis de nombreuses années a poussé les industriels à leur verser des sommes importantes, dites «taxes d'apprentissage», qui venaient compléter avantageusement des moyens alloués par le ministère en diminution permanente. Tous ces moyens, il était question de les faire transiter par les universités de tutelle des IUT, à charge pour celles-ci de voter lors de leurs conseils d'administration la part qui reviendrait aux IUT. Les simulations ont montré que les moyens étaient en très forte diminution : de 25 % à 50 % suivant les établissement pour ce qui concernait les budgets et un prévisionnel de suppression de postes délirant en enseignants et Iatoss, au point que l'application de ces dernières prévisions auraient pour résultat de fermer des départements entier d'IUT. Chose inacceptable pour des élus locaux qui ont compris les avantages qu'ils pouvaient tirer de l'accueil d'IUT dans leur ville, même du coté des élus UMP qui, par calcul politique ou lâcheté, osent sans vraiment oser signifier aux grands chefs qu'il faut s'arrêter de casser ce qui fait aussi leur succès électoraux.

C'est alors, il y a quelques semaines, pour ne pas dire quelques mois, que des étudiants conscients du danger qu'ils couraient se sont mis en grève pensant à tort que les enseignants allaient les suivre. Désillusion dans le landernau des étudiants, autant dire qu'ils nous ont pris pour des bouffons !

Finalement, le danger étant beaucoup trop important et face au mépris d'une certaine ministre dont on va taire le nom, les

Photographie de B. Masson. Photothèque du mouvement social.

personnels vont se mettre en suspension d'activité, avec toutefois une certaine lâcheté dans certains établissement puisque les enseignants ont appelé les étudiants à se mettre en grève pour les suivre. Bravo le sens des responsabilité ! Heureusement que ces étudiants sont intelligents et s'apercevant de la manœuvre ont retourné à ces lâches irresponsables qu'il ne leur revenait pas de montrer la voie à suivre.

Pour se donner plus de poids, les personnels des IUT se sont inscrits dans le mouvement plus large de contestation contre la loi LRU. Devant ce mouvement de masse, la ministre a reculé et a donné par écrit des garanties que les IUT verraient les budgets nécessaires alloués par les universités de tutelle ; reste que les promesses n'engageant que ceux qui y croient, la désillusion risque d'être importante, une ministre est tout de même une ministre et on ne devient pas ministre pour et par philanthropie.

On a gagné ! On a gagné !

Alors, la suite vous la devinerez ? Conscients de la notion de solidarité, alors que les autres revendications des personnels universitaires n'ont pas encore été entendues, les enseignants des IUT ont voté à grande majorité la reprise des cours, en affirmant aux autres… leur entière solidarité !!! Quelle conscience de classe ! Pendant que d'autres IUT, sentant l'arnaque ministérielle, ont décidé de continuer la lutte, espérons que ceux qui ont quitté le navire s'apercevrons qu'il ne faut jamais croire un(e) ministre sur parole, et rejoindrons tous les personnels en lutte contre les lois scélérates de ce gouvernement fourbe (pourrait-il en être autrement ?).

Il y a bien longtemps que bon nombre d'enseignants ne se considèrent plus comme membres de la classe ouvrière. En effet d'où viennent-ils ? Ils ne sont pas issus des classes populaires, non, ils sont enfants de parents de catégories sociologiques aisées : médecins, ingénieurs, chefs d'entreprises, cadres commerciaux, etc., et ont donc épousé totalement la veulerie de ces valets du capital que sont ou ont été leurs parents, qui pour autant qu'on les paye grassement mépriseront les salariés des catégories socioprofessionnelles « du dessous ».

Mais sachez, vous qui pensez avoir gagné la lutte pour vos petits intérêts particuliers, que les membres du gouvernement que vous avez obligés à reculer, vexés, sauront s'en souvenir, car ces gens-là sont des revanchards et vous méprisent totalement. Nous avons avancé un petit peu pour reculer terriblement. Le sort des IUT n'est pas pour autant en dehors de tout danger. En haut lieu, aidé par des mandarins universitaires qui voient d'un très mauvais œil que des moyens considérables sont alloués aux IUT là où eux tirent la langue pour faire fonctionner leurs laboratoires, on saura penser à notre destruction. Les IUT sont d'une réussite insolente et le comportement de leurs enseignants est insolent vis-à-vis des autres entités. Et nous pouvons penser que dans le cadre d'une recherche de performance et d'une reconnaissance internationale des universités françaises, il arrivera un moment où tous se ligueront contre cette institution qui marche bien pour dépecer la bête. C'est une conséquence de la concurrence des universités au niveau international, dans laquelle la reconnaissance se fait au niveau master et recherche de haut niveau et non pas au niveau d'un enseignement de masse qui, pour être une réussite, doit commencer par donner des moyens pour que les étudiants de premier cycle réussissent leurs études. Combien d'étudiants sont en échec dès leur première année de fac ? Étudiants méprisés par leurs enseignants. Que de fois n'aurais-je pas entendu traiter les étudiants en difficulté « de planches pourries », « de boulets », « d'ancres », « de médiocres », « de déchets », et j'en passe. Mais heureusement des enseignants conscients de leur mission mettent et mettront tout en œuvre pour la réussite de leurs étudiants, avec la mise en place de structures adaptées à leurs difficultés et en tentant de penser l'université pour cette réussite de tous.

Évitons la séparation des personnels entre eux, sans concession toutefois envers ceux qui se comportent comme des salauds, et la séparation d'avec les étudiants ; travaillons à la solidarité de tous étudiants et personnels des universités. L'université s'adresse tout de même avant tout aux étudiants qui seront les acteurs futurs de notre société tout en autorisant la recherche qui doit nous permettre une meilleure compréhension de notre environnement.

P.

Les délires du nouveau pape araignée

Benoît XVI réitère ses délires, il vient d'annoncer que « le problème du sida ne peut pas être réglé par la distribution de préservatifs et qu'au contraire leur utilisation aggrave le problème » Mais de quoi je me mêle ? D'autant que ce nouveau couac intervient à peine une semaine après la décision de l'araignée de lever l'excommunication de quatre prélats intégristes !

Le nouveau pape à régner s'est exprimé à bord de l'avion qui le conduisait en tournée en Afrique, assurant que : « l'Église catholique était en première ligne de la bataille contre le sida en Afrique, mais qu'on ne peut pas la résoudre avec la distribution de préservatifs ». Avant d'affirmer : « Au contraire, cela accroît le problème ». La seule solution qu'envisage l'araignée pour lutter contre l'épidémie est l'abstinence !

Depuis, les réactions des associations se succèdent. Pour Béatrice Luminet, responsable de Médecins du Monde : « Très clairement, ce sont des paroles gravissimes quand on voit l'impact que ce type de message peut avoir en Afrique, où vivent les deux tiers des personnes séropositives. Ces paroles seront relayées sur le terrain et auront évidemment un impact en terme de perturbation des messages de prévention, notamment sur le continent africain où le catholicisme est influent. » Pour Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF et présidente du groupe d'études Sida à l'assemblée nationale : « Les paroles prononcées par le pape pour inaugurer son premier voyage sur le continent africain peuvent être qualifiées d'irresponsables et de criminelles. »

Ce ne sont que les premières réactions, mais on s'attend à une levée de boucliers antipapal de la part d'autres associations comme Aides et Act-Up Paris. *Le Monde libertaire* ne manquera pas de s'en faire l'écho.

Cette déclaration pour le moins suicidaire est, pour nous, la conséquence réactionnaire directe des pudibonderies religieuses en matière de sexualité.

Nous espérons bien qu'elle aidera les individus naïfs à se détourner définitivement de toutes les églises, mosquées, synagogues et autres temples de la bêtise et de l'ignorance. D'autant que cette « bombe » intervient à peine une semaine après que le supérieur général de la Fraternité Saint Pie X, Mgr Bernard Fellay a remercié « vivement » le même pape araignée, pour la lettre qu'il a adressée aux évêques expliquant sa décision de lever l'excommunication de quatre prélats intégristes. Nous reportons les paroles « angéliques » et flatteuses du responsable de la communauté intégriste catholique : « Après le récent déchaînement d'un flot de protestations, nous remercions vivement le Saint-Père d'avoir replacé le débat à la hauteur où il doit se tenir, celle de la foi. »

Pour sa part, Benoît XVI a appelé les catholiques « troublés par la levée de l'excommunication des évêques intégristes à cesser leurs critiques et à resserrer les rangs autour de lui ». L'araignée ne se fout-il pas du « bon peuple » quand il prétend qu'il ignorait les positions négationnistes de l'un de ces évêques, Richard Williamson, qui d'ailleurs ne fait que se répandre en propos nauséabonds sur tous les médias qui lui laissent la parole ? Et le pape de justifier sa décision « au nom de la recherche de la réconciliation de tous les chrétiens face à un monde où Dieu disparaît de l'horizon des hommes ». Mais on espère bien, et les anarchistes y mettent toute leur énergie !

Face à la réticence athée et laïque, le nouveau pape à régner va-t-il organiser prochainement une croisade pour ré-évangéliser les 6 milliards de pervers que représente à ses yeux l'humanité dévoyée, côtoyant une Église sénile, qui n'en finit pas de finir et de se radicaliser, n'ayant d'autre cheval de bataille pour survivre que les préceptes les plus réactionnaires, antidarwinistes et rétrogrades ?

Patrick O'Neil

Grève aux Antilles, c'est fini ?

Les Antilles s'acheminent vers un retour à la normale. Dix jours après la Guadeloupe, un protocole de sortie de crise a été signé, le 14 mars en Martinique, au 38e jour du mouvement social et populaire contre la vie chère mené par le « Collectif du 5 février ». Outre les différentes composantes du Collectif, les organisations patronales et socioprofessionnelles, les collectivités territoriales et les représentants de l'État ont paraphé ce document inédit. Pendant ce temps, à la Réunion...

Intro des huit de Tarnac

Huit des neuf inculpés de l'affaire de Tarnac ont écrit une lettre ouverte à leurs juges, publiée dans *Le Monde* du 17 mars, qui commence ainsi : «Voilà quatre mois que le feuilleton médiatico-judiciaire intitulé "l'affaire de Tarnac" ne cesse de ne plus vouloir finir. Julien Coupat va-t-il sortir à Noël ? Pour le Nouvel An ? Aura-t-il plus de chance vendredi 13 ? Non, finalement on le gardera encore un peu en prison, enfermé dans une cellule invisible. Puisqu'il semble que quelques personnes aient encore intérêt à faire perdurer cette mascarade, même au-delà du grotesque.»

Encore un suicide en prison !

Un détenu de la maison d'arrêt d'Angers, âgé de 46 ans, s'est suicidé par pendaison dans sa cellule. L'homme, qui occupait seul sa cellule, avait été condamné le 9 février dernier au Mans à dix-huit mois d'emprisonnement, dont huit mois avec sursis, pour violences sur conjoint et sur mineur de 15 ans.

Populisme Nain

Sarkozy a proposé devant l'AFP de durcir la loi pénale, car : « Les délinquants connaissent bien nos lois et savent que sans fait précis ils ne peuvent être arrêtés. Je demande la création d'une peine de trois ans d'emprisonnement pour participation, en connaissance de cause, à un groupement, poursuivant le but de commettre des atteintes volontaires contre les personnes ou certains biens. Le fait même d'appartenir à une bande doit être un délit. » Et d'appartenir à une bande de salopards ?

Enfin une « good news »

Le gouverneur du Nouveau-Mexique a promulgué mercredi une loi abolissant la peine de mort dans son État, qui devient le 15e des États-Unis à ne pas imposer le châtiment suprême.

Expulsion musclée

Un bâtiment inutilisé appartenant à Caen-Habitat était occupé par des squatters. Le lendemain d'une fête, un charmant délateur du voisinage à contacté aen-Habitat, afin de leur signaler cette occupation et qui, arguant une prétendue insalubrité du bâtiment a immédiatement porté plainte pour occupation illégale et effraction. Le lendemain, de nombreux flics ont défoncé les portes et copieusement gazé les occupants dont certains dormaient. Neuf personnes ont été interpellées. Les camarades de Caen précisent que ce lieu n'était pas insalubre, et que, compte tenu de la durée d'occupation, il était légalement le domicile principal des occupants. L'expulsion est donc illégale. À suivre...

Fin de la trêve hivernale

L'association Emmaüs a érigé lundi matin une pyramide de matelas au centre de la place de la République à Paris pour demander un moratoire des expulsions locatives, au moment où prend fin la trêve hivernale. Sur l'un des matelas était écrit en gros « suspension des expulsions ». À suivre...

Une première en France.

Malgré le très gros rassemblement du 29 janvier devant l'inspection académique de l'Isère, environ 1500 personnes, l'inspectrice d'académie, à la Commission administrative paritaire départementale a confirmé les menaces qui pèsent sur l'emploi de direction de Jean-Yves Le Gall, directeur d'école élémentaire, qui refuse d'entrer les élèves de son école dans Base élèves et fait partie des 180 directeurs qui ont signé un appel de résistance à Base élèves.

Calotte vénérienne

Après l'affirmation du nouveau pape araignée que « la distribution de préservatifs n'était pas la solution au problème du sida et qu'au contraire, leur utilisation aggravait ce problème », après la légitimation du négationnisme et du viol, Act-Up Paris déclare que : « l'Église catholique confirme qu'elle va décidément à l'encontre de la science et du progrès : qu'elle se taise ! ». L'association, au vu notamment des positionnements de l'Église sur l'avortement, l'homosexualité et le préservatif exige : « qu'elle cesse de s'exprimer et d'agir sur la prévention et la gestion de l'épidémie de sida, ainsi que sur toute question scientifique ».

Ça branle dans le manche !

Une lettre de menaces contre la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot a été reçue par le bureau de l'AFP à Montpellier. Signée par une « Action Armée Défense des Malades » et postée le 16 mars du bureau de poste de Montpellier-centre, selon le cachet, cette lettre accuse la ministre « d'avoir supprimé des milliers de lits dans les hôpitaux, vidé de leurs substances tous les services comme Gap et Le Havre » et de prévoir « des milliers de licenciements alors qu'il manque du personnel ». Elle lui demande de « cesser immédiatement les réformes » avant de la menacer de mort dans le cas contraire. Ca sent la poudre !

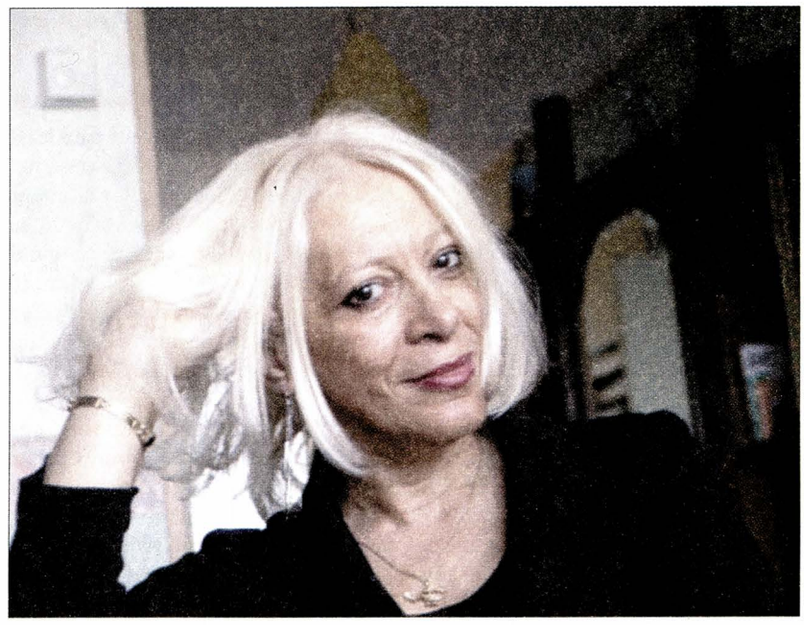
Sept ans de malheur

Le 18 mars au matin, des huissiers accompagnés de policiers ont débarqué à la Miroiterie, 88, rue de Ménilmontant, menaçant ses occupants d'expulsion, suite au rachat quasi total des lieux par une société immobilière. Plus vieux squat artistique de Paris, la Miroiterie est devenue un lieu culte pour sa scène musicale et ses nombreuses expositions et manifestations ouvertes au plus grand nombre. Nous demandons que tout soit mis en œuvre pour que la Miroiterie et ses occupants puissent continuer leurs activités dans le futur.

mesopinions.com/Article, soutien à la Miroiterie.

Détention

Christophe Khider et son compagnon, El Hadj Top, se sont évadés de la prison de Moulins en février dernier. Capturés sous un tunnel de l'A86 à Fontenay-sous-Bois après une course poursuite * avec la police, Christophe a été sérieusement blessé. Depuis le 20 février 2009, date de son hospitalisation, puis transporté de prison en prison, le seul lien qu'il lui reste avec le monde extérieur est celui de son avocate. Rencontre avec la mère de Christophe qui anime depuis le début de l'année, l'émission « L'écho des cabanes» sur *Radio libertaire.*



Interview réalisée par

Patrick Schindler

***Le Monde libertaire*: Catherine, vous avez beaucoup communiqué depuis l'arrestation violente de Christophe, avez-vous eu des retombées de solidarité?**

Catherine: Contrairement à ce qui s'était produit en 2001, (date de la tentative d'évasion au-dessus de la prison de Fresnes au cours de laquelle Cyril, mon second fils, avait tenté de délivrer son frère à l'aide d'un hélicoptère et pour laquelle j'avais participé à la reddition de Christophe à l'issue de vingt heures d'âpres négociation), j'ai reçu pour Christophe, depuis la médiatisation de son évasion, des centaines et des centaines de messages de soutien. Beaucoup viennent de mères de familles, de tous horizons. Des hommes, des femmes qui s'indignent de la longueur excessive de la peine et des conditions de détention infligées à Christophe. Beaucoup d'autres hommes me disent vouloir contribuer à mettre un terme à l'inhumanité. Une véritable prise de conscience. Comme si la prison avait poussé dans la nuit. Tous me témoignent leur solidarité et me demandent de ne pas relâcher mon combat, de continuer à dénoncer les injustices. Pour toutes ces personnes, il semblerait que c'est une véritable bouffée d'oxygène que j'apporte en refusant de me soumettre aveuglément à ce système coercitif qui dénie les réalités sociales. J'ai reçu des lettres d'Allemagne, d'Espagne, du Québec, d'Algérie, de Thaïlande et même un mandat d'Israël pour les frais d'avocats! J'ai le très net sentiment que toutes ces personnes qui n'ont rien à voir avec la prison, dans cette période de turbulences sociales, interprètent cette évasion et mes interventions comme un véritable coup de pied au cul du système.

Ml. Avez-vous des nouvelles de Christophe?

Catherine: Oui, heureusement, son avocate Delphine Boesel est en contact permanent avec lui. Les nouvelles ne sont pas très bonnes. Depuis son arrivée à la prison de la Santé, sa plaie s'est rouverte puisque les fils lui on été enlevés trop tôt, afin de légitimer son transfert vers cette maison d'arrêt. C'est ce qu'a d'ailleurs décrété l'infirmier qui s'occupe des soins en voyant la plaie de Christophe dès son arrivée dans les lieux et ils ne lui donnent pratiquement rien à bouffer. Exemple, le matin, de l'eau chaude sans pain sec. On a vu mieux comme sanatorium, non? Aux dernières nouvelles, mon fils est au cachot (quartier disciplinaire) de la prison de la Santé d'où il m'a envoyé sa première lettre pour me rassurer quant au fait qu'il est vivant, ce que je ne savais pas de façon matérielle (preuve) même si mon avocate me l'a certifié. Il a perdu plus de dix kilos, souffre le martyr la nuit sur sa literie pourrie dans un confinement inhumain, ne peut respirer correctement dans cet espace sans fenêtre et sans lumière du jour et risque à tout instant des complications pulmonaires au regard de la recrudescence de tuberculose actuelle en prison, ce qui amputerait ses chances de s'en sortir. C'est très inquiétant. Je pense au pire, à ce qui a échoué au cours du guet- apens, à une tentative délibérée d'assassinat.

M. L. Comment se fait-il que vous n'ayez pas le droit de visite?

Catherine: En fait, comme je n'avais pu le voir, j'ai envoyé un fax à Claude d'Harcourt, directeur de l'administration pénitentiaire, dans lequel je faisais état de ma volonté de visiter mon fils à l'hôpital, alors que les médias avaient annoncé sa mort. Je me suis appuyée sur l'article D395 du Code de procédure pénal qui autorise cette visite à l'hôpital, comme me l'ont indiqué des juristes. En vain. Moins d'une heure plus tard, Christophe s'est vu retirer les fils qui maintenaient les chairs de sa

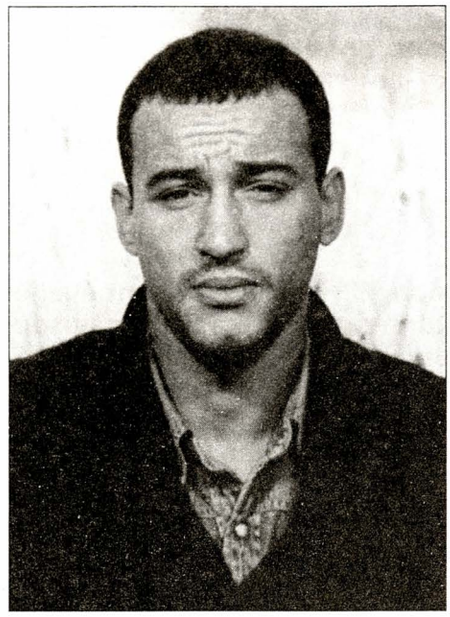
plaie dans le dos (sortie du ou des projectiles) et a été transféré vers la prison de la Santé où l'article D395 n'est plus valide. Maintenant, soit vingt-cinq jours plus tard, je n'ai toujours pas vu mon fils et mon permis de visite vient de m'être supprimé définitivement après presque quinze ans de visites au parloir sans histoire, durant lesquelles j'ai subi une mise à nue totale en 2004, avec fouille complète de tous mes orifices, dans des conditions bafouant le droit le plus élémentaire. Nous avons épuisé tous les recours nationaux et, aujourd'hui, nous allons devant la Cour européenne des Droits de l'Homme ne serait-ce que pour laisser une trace de ces ignominies. Je me demande ce que l'administration pénitentiaire et les autorités policières ne veulent pas que mon fils me raconte…

M. L. Comment avez-vous réagi, lorsque certains médias ont annoncé la mort de Christophe, avant que vous n'appreniez qu'il était en fait à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil?

Catherine: Pour ma part, j'avais la conviction profonde que mon fils était encore en vie. Une histoire de tripes et de ressenti. Pour tout vous dire, cela s'est passé dans une espèce de cauchemar. Je recevais des dizaines de messages de condoléances sur mon téléphone. J'avais dit, durant la cavale de Christophe, que je préférerais le voir mort que retourner à ses souffrances à vie. Certains journalistes avaient semblé choqués. Pourtant, ils ont été les premiers à me demander, sans vergogne, de leur livrer mes émotions à chaud, comme des vautours excités par le sang de la bête aux abois. Une espèce de viol moral collectif. Tout était brouillé. Ma partie maman était contente de savoir Christophe en vie, un pur réflexe de notre conditionnement humain. Lorsqu'il est arrivé à l'hôpital Henri-Mondor, j'ai exigé des flics qui m'empêchaient d'entrer, de voir la directrice de l'établissement . Elle est arrivée assez rapidement et m'a fait rencontrer le médecin qui n'a pas répondu à ma question sur le nombre de balles reçues par Christophe et qui m'a menti sur le fait qu'il n'était pas menotté à son lit en sas de réanimation où se trouvait mon fils à l'agonie, ce que mon avocate a démenti dans les quelques minutes qui ont suivi son arrivée sur les lieux. Ce médecin m'a toutefois précisé qu'avec ce genre de plaies ce sont les complications les plus à craindre…

Ml. N'avez-vous pas été agacée par certaines réactions de la presse people?

Catherine: Bien sûr que si. Je disais à certains journalistes de ramener cette histoire à la dimension « citoyenne » mot dont ils se servent souvent dans leurs journaux d'infos et de ne pas se faire les complices muets, par images ou propos dénaturés, de ce système qui broit les hommes. Certains on entendu ce que je leur disais, j'ai pu le constater au cours des flashes infos qui ont suivi. Certains autres se sont contentés de rester dans l'émotionnel primaire, de placer l'affaire dans le contexte familial mère-enfant. Je n'ai cessé de leur répéter que je ne me battais pas uniquement pour mon fils, mais pour les 7000 autres prisonniers longues peines qui n'ont d'autres perspectives d'avenir qu'une mort lente, une agonie sans fin au fond des geôles concentrationnaires de notre « grande et belle République française »



Ml. Comment pensez-vous que les choses peuvent évoluer pour Christophe et les autres personnes détenues dans des conditions similaires?

Catherine: Je ne veux pas penser au futur, je me bats pour rester dans le présent. Ce que je veux aujourd'hui, c'est poser de vraies questions. Pourquoi avoir tendu un guet-apens à Christophe avec tunnel, voitures et camions conduits par des hommes cagoulés et avoir autant tiré de balles alors que lui n'a pas tiré et qu'il n'avait blessé personne? Pourquoi faire croire aux gens que c'est une simple voiture de la Bac (Brigade-anti criminalité) qui l'aurait pris en chasse à la fin de sa cavale alors que c'était un scénario soigneusement élaboré? Mon fils n'a-t-il reçu qu'une seule balle ou plusieurs sur la quinzaine de balles tirées par la police? Je n'ai pas vu le dossier. Je suis persuadée à présent que les autorités vont exercer une sorte de chantage intellectuel et affectif à propos des deux jeunes femmes inculpées dans ce dossier. C'est pourquoi, il me semble très important de sensibiliser les gens à être solidaires avec elles qui sont accusées de complicité dans l'évasion de mon fils et de son compagnon d'infortune. Elles sont poursuivies dans le cadre d'une information judiciaire pour « évasion et complicité, dégradation volontaire par moyens dangereux et complicité, séquestration de personnes et complicité, tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique et complicité, association de malfaiteurs, en bande organisée ». Le seul mobile de Sylvie, compagne de Christophe, a été l'amour et la non-acceptation de sa mort programmée. J'espère que les gens qui me liront ou qui m'écoutent se poseront la bonne question, à savoir: « Pourquoi des femmes et des hommes décident-ils un jour de mettre leur vie en péril en refusant la soumission sociale allant jusqu'à la folie ou la mort qui leur est imposée? »

Ml. Qu'encourent les deux amies de Christophe et El Hadj?

Catherine: Dans la mesure où, selon l'AFP, elles auraient avoué avoir fourni aux évadés un pistolet Glock et des explosifs lors de visites au parloir, elles encourent la réclusion criminelle à perpétuité… Il ne s'agit pas d'une plaisanterie… On imagine dans quelles conditions elles aussi devront subir l'enfer de la prison.

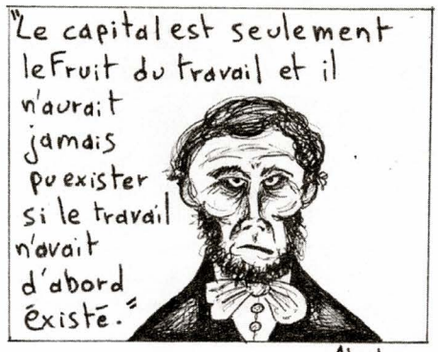
Ml. Que comptez-vous faire?

Catherine: Continuer à les soutenir, à dénoncer la longueur infinie de ces peines qui enlèvent tout espoir à ces hommes enfermés, les nouvelles mesures de rétention de sûreté qui viennent s'ajouter à leurs non perspectives d'avenir, le néant qui leur est proposé comme seule solution à ce temps sans mesure et bien sûr, les conditions de détention dont ils font l'objet. Dernièrement, malgré la fatigue, je suis allée à Saint-Étienne à un débat sur la prison. J'ai parlé devant une salle attentive où, plusieurs jeunes, récemment sortis de prison, étaient présents, ce qui est rare pour ce type d'événement. Je crois que pour certains d'entre eux et pour la majorité des personnes présentes à ce genre de débat, le cheminement d'une véritable prise de conscience est entrain de se faire face aux abus de pouvoir, sur cette notion de dangerosité qui est entrain de détrôner le droit, on l'a vu très clairement dans l'affaire de Tarnac et d'autres de plus en plus nombreuses. Il est clair que dans tous ces cas, la faillite politique fait le lit de la dérive sécuritaire. Les gens en ont marre de cette de justice inique, arbitraire, aveugle, majuscule et criminelle qui ne s'exerce pas seulement en prison ou dans les cours d'assises mais dans la société entière, la prison n'étant que le simple reflet de celle ci. J'ai encore espoir qu'un « tsunami » humain va s'élever contre les mensonges du pouvoir et le forcer à reconnaître la violence sociale, pour qu'il arrête de se servir des victimes comme bouclier humain lorsqu'il veut occulter les vraies réponses à des questions sociales.

---

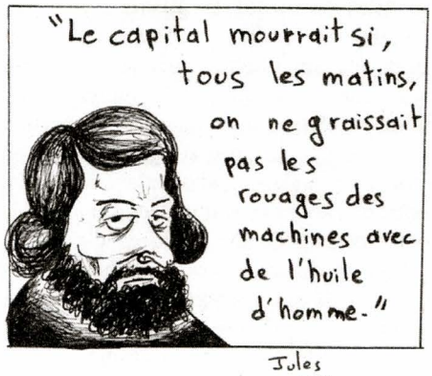
*. Précision de Catherine, il s'agit bien d'une poursuite et non d'une fusillade, comme l'ont insinué certains journaux, car « une fusillade n'implique-t-elle pas des tirs de la part des deux parties. Le procureur de la République a bien dit que Christophe n'avait tiré aucun coup de feu, par contre la police en a tiré un paquet, au moins quinze. »

Krach Boom Hue !



Abraham Lincoln

Guillaume Sarkozy



Jules Vallès

Nicolas Sarkozy

PROZ

Serge MAHÉ

ENTRE les « traders, les subprimes, hedge funds, feeders funds et stock-index-options », il est difficile de n'y pas perdre son latin.

En fait, qu'est-ce qu'un krach ? Une brutale perte d'illusions. Une bulle de vent qui éclate. Quand nos aïeux avaient économisé quelques sous, ils allongeaient les billets entre deux draps et calaient les pièces sonnantes et trébuchantes dans une chaussette. Ils ne perdaient pas de vue leur petit pécule.

Un jour du XVIIIe siècle, un banquier de génie, John Law, eut l'idée d'émettre des actions de sa « Compagnie des Indes ». Ce fut un engouement, qui finit par susciter quelque inquiétude puis une vraie panique quand on s'aperçut que ces actions foisonnantes ne valaient rien. Rebelote après la Révolution : des papiers-monnaies, des « assignats », sont émis pour représenter 45,5 milliards de Biens nationaux. Seulement 800 millions seront remboursés 8 ans plus tard au 344e de leur valeur initiale. Mais si les joueurs étaient touchés, ces aléas financiers n'impliquaient pas l'économie ni la population en général.

C'est au siècle suivant, en 1929, qu'éclate le prototype du krach, avec ses trois paliers : crise financière, crise économique, crise sociale. L'industrie et le commerce s'étaient largement développés. Après les guerres coloniales, l'exploitation d'une main d'œuvre sans défense battait son plein. Mais qui dit économie capitaliste ou économie de marché dit concurrence. La parade du protectionnisme avec barrières douanières appelle en riposte des mesures de rétorsion. Le système des dévaluations monétaires, favorable aux exportations, se voulait plus malin. Il s'ensuivit une dépression généralisée : des valises de billets

(ceux qui le pouvaient) pour faire les courses, les queues devant les soupes populaires, des hordes de chômeurs, un déferlement de misère dont on connaît les images. Cette crise, conjuguée avec la saignée de l'économie allemande voulue par le Traité de Versailles, accoucha du « national-socialisme ». Des grèves éclatent en Angleterre, en Belgique, les « raisins de la colère » aux USA, tandis qu'en France 2 millions de grévistes, en 1936, occupent les usines. Aux accords Matignon, ils obtiennent les conventions collectives et les congés payés. De retour d'URSS, Maurice Thorez accomplit sa mission: « Il faut savoir terminer une grève! ».

Trois ans plus tard, c'est la deuxième guerre mondiale.

Smith et Keynes

En 1944, à la conférence de Bretton Woods, les élites capitalistes de 44 pays, convaincus du caractère provisoire de l'économie de guerre et de reconstruction, échaudés par le krach de 1929, tentèrent d'organiser internationalement le commerce et les finances. Deux grandes thèses d'économistes y furent évaluées. Celles des « physiocrates » qui soutiennent, non sans quelque prétention, que les lois du marché, telles des lois physiques, équilibrent naturellement les rapports entre l'offre et la demande, guidés par une « main invisible », pourvu que les pouvoirs publics ne se mêlent pas de cette autorégulation. Inspirée par Quesnay et Turgot, puis développée au XVIIIe siècle par Adam Smith, cette théorie du libre-échange se caractérise par le triptyque: « laissez faire, laissez passer, enrichissez-vous ».

À cette conférence s'exprime également un autre courant d'économistes, représenté en personne par John Maynard Keynes.

Préoccupé par le paradoxe de l'économie de marché qui veut que les patrons de la production payent le moins possible le peuple travailleur qui doit consommer le plus possible, Keynes s'attache à préserver le pouvoir de consommation. Aussi soucieux que les smithiens de sauvegarder le système, mais plus conséquent, il souligne que c'est la vente qui réalise le profit, cœur en forme d'estomac, de l'organisme économique. Il assigne donc à l'État un rôle de régulateur, comme Colbert au XVIIe siècle, qui lui vaut l'étiquette de colbertiste.

Il préconise, pour éponger le chômage, des investissements dans de grands travaux publics, un certain niveau des salaires, une couverture sociale pour les catégories les plus fragiles, il voit d'un bon œil l'existence de syndicats ouvriers et ne condamne pas une faible dose d'inflation et de protectionnisme.

Une analyse superficielle accorde à Keynes un bilan favorable de Bretton Woods. Des institutions internationales y furent certes créées: le FMI, la Banque Mondiale... mais pour quelles fonctions? Une monnaie internationale commune y fut décidée. Keynes souhaitait une indexation sur l'or, le « bancor », mais ce fut le dollar qui l'emporta. La victoire de Keynes demande à être relativisée. De même il serait excessif de porter à l'actif de cet économiste, ni socialiste, ni philanthrope, la période d'acquisitions baptisée les trente glorieuses qui suivit la Libération de 1945. Le plan Marshall (en dollars) d'investissement dans la reconstruction de l'Europe, mais surtout les exigences d'une classe ouvrière de retour de la guerre et de la Résistance, qui n'avait pas oublié les grèves de 1936 et à laquelle on demandait de « retrousser les manches », ont présidé à l'instauration de la Sécurité Sociale, des régimes de retraite, de la nationalisation de Renault, du Crédit Lyonnais...

Les politiciens qui aujourd'hui, de Sarkozy à F. Hollande en passant par les experts d'ATTAC, en appellent au keynésianisme comme à une potion magique devraient considérer les réalités aussi cruelles soient-elles. C'est pourtant eux et leurs consorts qui ont mis en place l'OMC, l'OCDE, la subsidiaire Union Européenne, dont le maître mot à l'adresse de la planète, entière depuis la chute du mur de Berlin, est « libre circulation des marchandises et des capitaux, concurrence libre et non faussée ». Formule de Smith (laisser faire, laisser passer), rénovée et mondialisée.

Au nom de la compétitivité

C'est dire avec quel sérieux on doit interpréter les incantations à Keynes alors qu'on poursuit obstinément « la réforme »: compression des salaires et cotisations patronales, destruction des services publics, dégraissages d'effectifs en série... Les « caisses vides » dont on nous a seriné les oreilles étaient visiblement à double fond, on y puise des milliards d'aide aux banques et aux entreprises. Au lendemain de la grève, combien encourageante, du 29 janvier, Sarkozy nous a exposé son plan de relance: travaux d'entretien des routes, création d'autoroutes (précédemment programmées), 4 lignes de TGV, la poursuite de l'aide à l'industrie automobile dont les parcs regorgent d'invendues et les ouvriers sont mis au chômage partiel, la rénovation de 50 cathédrales... Seigneur, ayez pitié de nous.

Pour le volet « social »: suppression de la taxe professionnelle pour les patrons, un manque à gagner pour les communes et les régions compensé par les impôts locaux, une ponction sur les contribuables compensée par une suppression de tranches d'impôt sur le revenu, un manque à gagner pour l'État compensé par la suppression de milliers de postes de fonctionnaires... Une parfaite usine à gaz.

Autrement dit, rien au niveau de la consommation. Le cap est maintenu: « travaillez plus pour gagner plus » (« pov'cons » en filigrane). Une exhortation consternante à l'adresse des chômeurs dont l'armée grossit chaque jour (plus 217 000 en 2008, plus 20 % de jeunes de moins de 25 ans, graine de racaille, 176 millions de travailleurs pauvres prévus par le BIT en 2009). « La spéculation achète, au sens propre du terme, l'intelligence de ceux qui s'y adonnent », c'est John Kenneth Galbraith, économiste américain qui le dit.

Les recettes du keynésianisme s'effacent devant les exigences de la Mondialisation. La paupérisation latente des masses ne date pas d'hier. Maurois, ministre de Mitterrand, annonçait la « politique de rigueur » en 1983. C'est le crédit généralisé qui pallie l'érosion salariale: crédits bancaires, cartes de crédit multiples, crédits revolving automatiquement renouvelables, microcrédits populaires..., endettement et surendettement généralisé des ménages, des banques, des états. Un édifice bâti sur le crédit, c'est à dire sur du sable, qui s'est écroulé fin 2008, la faute a-t-on dit, au boom de l'immobilier et aux subprimes américaines.

Concernant les salaires, Fillon avait été clair: « Une augmentation générale des salaires. Mais en pleine crise économique alors que nous essayons de renforcer la compétitivité française, ce ne serait pas sérieux de faire miroiter une telle promesse. »

Décidément, nous avons raison, pour répondre aux soucis de Fillon, c'est donc dans toute l'Europe que les travailleurs doivent revendiquer l'augmentation des salaires. La Grèce est en grèves, 45 jours à la Guadeloupe, suivie par La Martinique, La Réunion entre en lice, la Lettonie, la Bulgarie en ébullition, sans parler de la Chine dont le président Hu a fort à faire entre les répressions des manifestations et les investissements en Afrique. Après l'assassinat du syndicaliste guadeloupéen, les états-majors parisiens se recueillent pendant un mois!

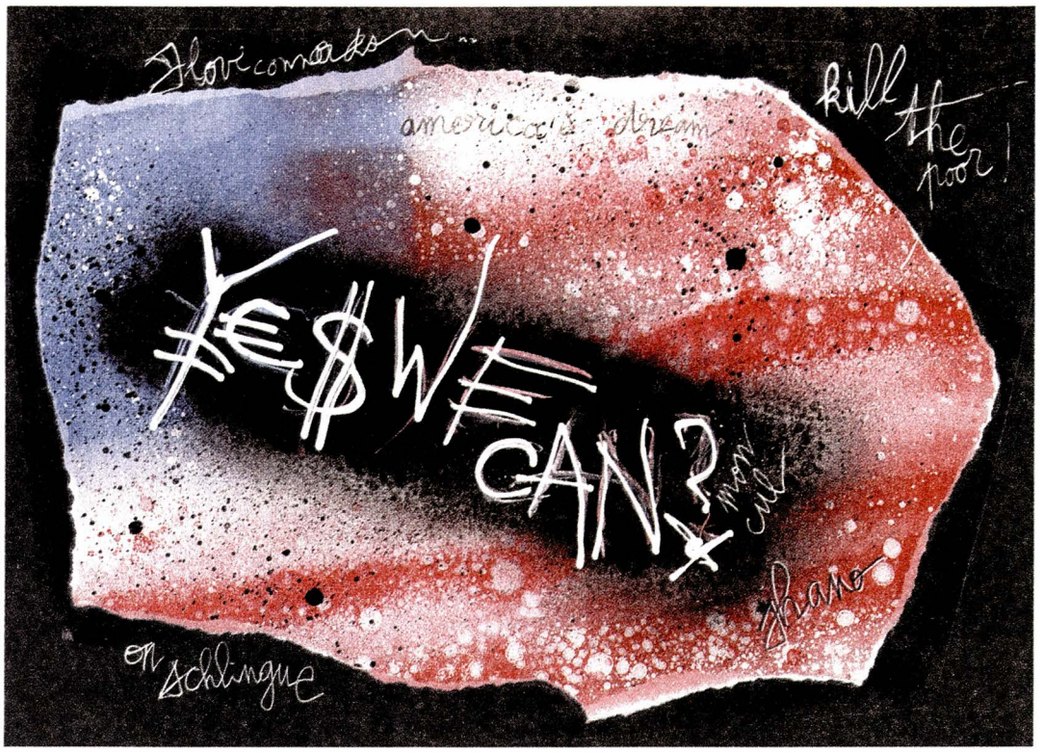
« Aucune région de la planète ne devrait réduire sa contribution à la demande mondiale. Le nouvel ordre du jour, c'est celui d'une demande universelle ». (Financial Times) explique L. Summers, conseiller économique d'Obama, à la veille du G20 (en clair: que l'Amérique fabrique et que l'Europe achète). Une demande universelle signifie évidemment une augmentation universelle des salaires! Très bien M. Summers. Mais cette augmentation universelle ne sera pas le fruit des palabres du G20, ni des prières dans les cathédrales rénovées. Elle sera le résultat des luttes ouvrières généralisées.

« Si tous les gars du monde... » aurait dit Paul Fort. Les travailleurs précisent « groupons-nous et demain... » il faudra bien, après expropriation, remplacer ce système économique failli par le monde collectiviste et fédéraliste dont rêve l'humanité depuis un siècle et demi.

Au risque de nous répéter, contre la Mondialisation capitaliste et la violence qui s'ensuit, reconstruire une internationale ouvrière, dans l'esprit de la Charte d'Amiens, est une urgente nécessité. Ne comptez pas sur les bureaucraties. Rien ne se fera sans levain anarchiste.

S. M.

Obama



Normand Baillargeon

Il était bien difficile d'être plus radicalement à droite que le gouvernement Bush ne l'a été et, en ce sens, il était prévisible que l'élection d'Obama ramènerait la politique américaine quelque peu vers le centre. Mais il faut en convenir: ce sera très, très légèrement vers le centre.

C'est ainsi qu'alors que retombe la poussière après l'effervescence – en partie réelle, mais aussi en partie artificiellement entretenue par les médias – de son arrivée au pouvoir, tout, depuis les nominations qu'il a faites jusqu'aux gestes qu'il a posés, indique qu'Obama sera un démocrate plutôt très centriste, un peu à la manière de Clinton avant lui. En d'autres termes, Obama sera ce qu'il était prévisible qu'il allait être, à savoir un président infiniment plus sensible aux intérêts dominants qui l'ont porté au pouvoir qu'aux aspirations du peuple américain qu'il avait habilement entretenues.

La question du système de soins de santé, si importante aux États-Unis où des millions de personnes sont sans aucune protection médicale, est à ce sujet éclairante.

En juin 2003, Obama déclarait: « Il se trouve que je suis partisan d'un programme de couverture médicale universelle et payée par le gouvernement. Je ne vois aucune raison pour laquelle les États-Unis, le pays le plus riche de toute l'histoire du monde et qui dépense 14 % de son produit intérieur brut pour des soins médicaux – 14 %! – ne pourrait pas offrir une assurance médicale à tous les Américains * ».

C'était clair, c'était vrai et c'était et ça reste ce qu'il faut faire. Des millions de gens l'ont cru. Mais depuis, Obama a été élu et il pense désormais que c'est aller trop loin, trop rapidement et qu'il faut plutôt construire à partir du système en place.

Il y a une explication évidente à ce retournement: ses amis, ceux qui ont largement financé sa campagne et auxquels il doit en grande partie son élection, tous ceux-là à qui il est si grandement redevable, ne veulent pas d'un tel système de soins de santé et il est donc aujourd'hui hors de question, comme ce l'était hier, d'envisager sérieusement cette hypothèse.

Ce qui se dessine sur l'Irak illustre aussi, hélas, et parfaitement, comment et pourquoi il faut s'attendre à de pareils « retournements ». C'est ce que je voudrais montrer ici.

Auparavant, je voudrais prendre le temps de rappeler que bien des gestes posés et de décisions prises par Obama depuis son élection (4 novembre 2008) et sa nomination (20 janvier 2009) ont de quoi inquiéter et confirment l'étroite alliance entre sa présidence et le monde des affaires et l'establishment militaire.

Les nominations et les exclusions

C'est ainsi, pour commencer, que des faucons notoires sont aux commandes de la politique étrangère. En particulier, Obama a choisi Hilary Clinton (qui envisageait récemment rien de moins que la destruction totale de l'Iran), Richard Holbrooke et Robert Gates, qui était le secrétaire à la Défense de Bush et qui est maintenu à ce poste. De ce point de vue, la réaction de l'administration Obama au massacre de Gaza était tout à fait prévisible.

En économie, cette fois, il est très significatif de constater qu'Obama a fait du terrifiant Lawrence Summers son premier conseiller économique: car le fait est que les politiques

de déréglementation de celui-ci ont joué un très grand rôle dans le déclenchement de la crise économique actuelle, qu'il est pourtant appelé à contribuer à combattre – ce qui donne à voir à l'œuvre un très singulier pompier pyromane.

On se souviendra aussi que c'est ce même Summers qui suggérait, dans un mémo interne rédigé alors qu'il dirigeait la Banque Mondiale, d'exporter en Afrique la pollution des pays riches: les Africains ayant une espérance de vie plus courte que celle des Occidentaux et leur continent étant sous pollué (*sic*), cette décision était, *ipso facto*, présumé être économiquement rationnelle.

Le très important poste de Chef de cabinet de la Maison Blanche a été confié par Obama à Rahm Emanuel, à qui revient le double titre d'être à la fois un des responsables de la débâcle économique actuelle (il a été directeur de la banque Dresner et membre du conseil d'administration de Freddie Mac) et un impitoyable faucon (il est pour cette raison surnommé « Rahm-bo »), qui a bien entendu approuvé toutes les politiques martiales de Bush contre l'Irak.

La liste des personnes écartées par Obama confirme la désagréable impression que laisse ses nominations: il s'agit de toutes ces personnes de son entourage qui auraient pu implanter des politiques légèrement plus progressistes (par exemple, Joseph Stiglitz, James Glabraith ou Paul Krugman).

Tout cela conduit aux politiques qu'on devine. Montrons-en donc le vrai visage, d'abord sur l'exemple des politiques économiques, puis sur celui de l'Irak.

La sécurité sociale pour les riches

Un spectacle tout à fait remarquable, ces temps-ci, et pas seulement aux États-Unis, est de voir tous ces apôtres du libre marché, de la privatisation et de la déréglementation, se muer soudainement en partisans de garanties gouvernementales, d'interventions de l'État, de subventions et de cadeaux de toutes sortes aux entreprises, aux banques et aux institutions financières: en un mot de les voir tout d'un coup devenir des keynésiens interventionnistes bon chic bon genre – le public, bien entendu, étant de son côté supposé ne rien remarquer et surtout pas le fait que les riches, les puissants et les institutions dominantes ne s'appliquent surtout pas à eux-mêmes le remède qu'ils n'ont cessé, à travers la Banque Mondiale et le FMI, de prescrire aux pays du Tiers-Monde, où elles ont, comme on pouvait le prédire, engendré des montagnes de souffrances.

Avec aux commandes, bien souvent, les mêmes individus qui ont causé la crise actuelle ou qui n'ont pas su la prévoir, l'administration Obama adopte donc globalement les mêmes politiques que l'administration Bush préconisait et qui consistent à renflouer avec des fonds publics les mêmes institutions et les mêmes entreprises, mais sans aller jusqu'à les transformer en institutions appartenant au public, qui les finance, ce qui serait un minimum.

Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor de Barack Obama, le principal architecte des politiques économiques, s'est donc assuré que le gouvernement ne se mêlerait pas trop des affaires des banques et des corporations et n'irait pas imposer de trop sévères limites aux rémunérations de leurs cadres – pendant que le président haussait théâtralement la voix pour rassurer le public. Paul Krugman a plaisamment résumé la situation comme suit: question: « Que se passe-t-il si vous perdez des sommes faramineuses qui ne vous appartenaient pas? » Réponse: « le gouvernement vous fait un gros cadeau – mais le Président vous lance quelques gros mots avant de vous fourguer le fric. »

On voit ces temps-ci, en Californie, des campements de tentes où logent des familles ayant tout perdu; et on risque d'en voir longtemps encore et de plus en plus, au rythme où se multiplient les faillites et où augmente le chômage. Ces personnes seront sans doute enchantées d'apprendre que les premiers 350 milliards de dollars qu'elles ont contribué à donner aux banques ont déjà été engloutis par ces dernières pour leur propre enrichissement et sans qu'on se préoccupe de savoir où l'argent allait ou si les conditions qu'on avait posées à ce don étaient satisfaites.

Ce qui se dessine sur l'Irak, hélas, est du même tonneau.

L'Iraq

En campagne électorale, Obama avait promis de retirer les troupes américaines d'Iraq dans les 16 mois suivant son accession à la présidence. Avec Robert Gates, l'Amiral Mike Mullen et de nombreuses autres voix, il a ensuite décrit ce scénario comme étant simplement l'une des options envisageables.

Lesquelles? En février dernier, il parlait plutôt de 19 mois – le retrait des troupes devant être accompli en août 2010. Puis, il y a quelques jours, lors d'une discours à Camp Lejeune (Caroline du Nord), la date était reportée encore, cette fois à la fin 2011.

Cette date est fort intéressante puisque, selon une entente signée par l'administration Bush avec le gouvernement de l'Irak (le *Status of Force Agreement*, ou Sofa), il était déjà convenu que les troupes américaines se retirent d'Irak... à la fin décembre 2011.

Il y aurait en Iraq quelque 150 000 soldats, plus de cinquante bases militaires, mais aussi des dizaines de milliers de mercenaires, et un grand nombre de compagnies et d'entrepreneurs (Blackwater, Dyncorp, Bechtel, notamment) ainsi que des milliers de « fonctionnaires » œuvrant dans la plus gargantuesque ambassade qui soit: toutes ces personnes exercent ensemble le contrôle sur le pétrole de la région; sortir d'Irak, c'est retirer tout ce monde.

Mais déjà, l'administration Obama parle d'y laisser des « troupes de non-combattants » même après 2010 ou 2011, pour, dit-on, protéger les intérêts américains dans le pays, poursuivre des opérations de « contre-terrorisme » de surveillance et de protection et, bien entendu, aider au renforcement de la démocratie.

Qu'on parle ici de troupes de non-combattants laisse bien évidemment songeur et Phylis Bennis attire à ce propos l'attention sur un fort intéressant aveu du Pentagone au Times: « [le but du Président] de retirer les troupes de combattants pourrait être atteint en renommant des unités, de sortes que celles qui sont aujourd'hui comptabilisées comme étant de combat seraient rebaptisées et leurs efforts réorientés vers de l'aide au Irakiens ».

Bref: il resterait donc, après 2011, des dizaines de milliers de soldats dans ce pays où il ne devait plus y en avoir aucun à la mi-2010. Le correspondant en Irak de la NBC (une chaîne de télévision) a d'ailleurs rapporté que « le commandement américain en Irak élabore des plans qui prévoient qu'un nombre significatif de soldats resteront en Irak après 2011 » et qu'ils prévoient d'ailleurs déjà que « le Sofa sera renégocié », puisque, selon eux, « un grand nombre de soldats américains vont demeurer postés en Irak pour encore 15 ou 20 ans ».

Et il y a pire encore, peut-être, puisque ce scénario ne dit rien des frappes aériennes sur l'Irak, qui se poursuivent inlassablement depuis 1991 et qui pourront se poursuivre après le « retrait » des troupes de « combattants ».

Lors du discours au Camp Lejeune évoqué plus haut, Obama a déclaré: « Nous avons envoyé nos troupes en Irak pour mettre un terme au régime de Saddam Hussein – et la tâche a été accomplie. Nous avons envoyé nos troupes en Irak pour y établir un gouvernement démocratique – et la tâche a été accomplie. » Ces deux phrases, qui sont autant de grossiers mensonges, auraient parfaitement pu être prononcées par Bush II: ceux et celles qui ont mis tant d'espoir en Obama devraient en prendre note.

En attendant, la justice exigerait non seulement le retrait complet d'Irak de toutes les troupes, de tous les mercenaires et de toutes les compagnies qui s'y trouvent, la fermeture de toutes les bases militaires et la restitution aux Irakiens du plein contrôle sur leur pays et son pétrole, mais aussi qu'on leur verse de fortes réparations et compensations pour les incalculables dommages et souffrances qui leur ont été infligés à eux ainsi qu'à leur pays.

Sur chacun de ces plans, les mouvements militants auront, il faut l'espérer, la sagesse de ne rien attendre du gouvernement d'Obama et surtout celle de ne pas perdre de vue ses objectifs.

N. B.

---

* Cité par Amy Goodman, *Entrevue avec le Dr Quentin Young*, 16 mars 2009. [http://www.zcommunications.org/znet/viewArticle/20889] Lien consulté le 16 mars 2009.

Un réfractaire au regard affûté

Gilles Fortin

Les mémoires militants s'écrivent le plus souvent à l'heure crépusculaire du décompte, quand le temps commence à presser et que le bilan s'impose. Ceux de François Bonnaud (1896-1981), réfractaire en terre angevine, constituent une double exception à la règle. Ils ont été rédigés en 1938, quand l'homme, d'à peine plus de quarante ans, jouissait d'une excellente santé, et n'ont jamais été prolongés. Au cours des quelque quarante autres années qu'il vécut, Bonnaud n'y rajouta pas une ligne. Le mystère est d'autant plus grand qu'il ne cessa jamais de cultiver ses révolutionnaires intuitions de jeunesse et continua de s'occuper, sa vie durant et à sa mesure, de changer le monde.

Pour Christophe Patillon, découvreur de ce texte, l'explication d'une telle anomalie est finalement simple. Hormis le fait, nous dit-il, que François Bonnaud se souciait peu de la postérité, il écrivit ses souvenirs – dédiés à sa fille Jacqueline, alors âgée de douze ans – à une époque très particulière de son existence. L'année 1938, en effet, c'est, pour Bonnaud, le début d'un temps suspendu où, les anciens rêves de transformation sociale ayant viré au cauchemar, la guerre s'impose désormais comme unique et désastreuse perspective. Personnellement, il a rompu, depuis quelques années déjà, avec le militantisme syndical à la CGTU et, devenu postier, il a perdu ses attaches avec l'univers social de sa jeunesse, cette vie d'atelier où la fraternité ouvrière et le combat collectif atténuent la rudesse des jours. C'est donc un homme isolé dans sa campagne d'Indre-et-Loire qui prend la plume, en cette sombre année 1938, pour se livrer à cet exercice de remémoration autobiographique. Sitôt fini – et la guerre étant là, désormais, il le prolongera, six années durant, par la confection d'un « Journal de guerre », sorte de chronique pacifiste de ces temps de folie.

Précisons d'entrée que ces Mémoires – cinq cahiers d'écolier à l'écriture sans ratures, précise Christophe Patillon – constituent un document exceptionnel. Divisés en trois parties, « Éveil d'une conscience », « Dans la boue et le sang », « Combats pour l'émancipation », ils sont suivis d'un époustouflant compte-rendu du voyage à Moscou effectué par Bonnaud, en 1928, comme délégué de l'Union locale CGTU d'Angers au IVe Congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR).

Pacifiste, anarchiste, révolutionnaire

Comme pour d'autres militants de la même génération, c'est la guerre, la Première, cette boucherie majuscule, qui fit de Bonnaud, et à tout jamais, un réfractaire. Les pages qu'il lui consacre disent – avec force – l'horreur de ces temps apocalyptiques, la tragédie vécue par ces hommes ordinaires envoyés au massacre et l'ineffable arrogance de la caste militaire. Incorporé, en septembre 1916, au 4e régiment de Zouaves basé au fort de Rosny, Bonnaud remontera vers l'enfer de la Meuse – « odeur de poudre, odeur de cadavres, odeur de pourriture de toutes sortes » – et connaîtra le sort de ces biffins lancés comme pantins à l'assaut d'imprenables collines ou pourrissant comme immondices dans la boue des tranchées. Jeté au cœur de cette inhumaine mêlée, il comprendra ce que, vue de ces champs de ruines, l'Union sacrée pouvait avoir de monstrueux. « Moi qui n'ai rien à défendre qu'une mère malade à qui on a longtemps refusé l'allocation de 1,25 F par jour [...], qu'est-ce que je peux bien faire là ? » Alors, l'idée lui vient de lâcher prise et d'accomplir le seul acte de courage possible : la désertion. Mais la peur de l'échec le retient. C'est cette peur de l'inconnu, écrit Bonnaud, qui maintient les hommes au front et les transforme en héros malgré eux. Par atavisme et, le plus souvent, à coups de gnôle. Saloperie que cette guerre-là où le pauvre d'ici tire sur le pauvre de là-bas au nom de rien. À lire ces pages, on comprend que les survivants de cette génération sacrifiée ait largement versé dans le pacifisme et que, trente petites années plus tard, une autre guerre venant, elle s'accrocha à tout espoir de paix, même le plus déraisonnable. Pacifiste, François Bonnaud le devient naturellement, essentiellement pourrait-on dire, mais il ne s'en tient pas là. Démobilisé, il suit « avec avidité » toutes les nouvelles qui viennent de Russie, convaincu que là se joue l'avenir du monde et qu'il ne faut pas le rater.

L'homme est désormais tout autre. S'il se savait, par expérience intime, appartenir à ce peuple de l'extrême misère que la guerre vient de décimer, il est désormais convaincu qu'il n'est d'autre fatalité, pour les humbles, que celle à laquelle ils consentent eux-mêmes. Dans cette quête de conscience, il a découvert l'anarchisme, pendant la guerre, à travers une rencontre avec un de ses adeptes, un caporal du nom de Guyard – ou Gouyard –, rallié pour un temps au Manifeste des Seize [1], mais « qui le regretta amèrement ». On peut penser que le petit gradé lui mit la graine en tête et le pied à l'étrier. Le reste tient au tempérament libertaire de Bonnaud. L'anarchisme, à vrai dire, lui va comme un gant.

Revenu à la vie civile, il se lance à corps perdu dans le combat politique, du côté de la SFIO, d'abord, puis du PC – qu'il quittera très rapidement. Mais son élément, c'est la lutte sociale, le syndicalisme d'action directe, la guerre de classes. Il la mène à la CGT, comme opposant déterminé à « l'état-major confédéral qui a trahi en 1914 », puis à la CGTU. Membre du syndicat des cheminots et secrétaire – « à titre bénévole », précise-t-il – de l'Union départementale du Maine-et-Loire, Bonnaud l'anarcho est de toutes les grèves et de tous les meetings. Combatif, il récolte la confiance de ses camarades, mais suscite la défiance des « fromagistes », ces bureaucrates en herbe dont l'acquiescement aux consignes du Parti est la seule raison d'exister. De même, à l'Anjou communiste, dont il assure le secrétariat de rédaction, son entêtement à défendre le syndicalisme révolutionnaire contre la vassalisation politique de la CGTU lui vaut de sérieuses mises en garde. Mais les qualités du bonhomme impressionnent. Son engagement déterminé lors de l'affaire Sacco et Vanzetti, ses prises de parole aux portes des boîtes en grève, son courage physique lui valent une telle aura que les communistes hésitent en permanence entre jouer le discrédit ou tenter de le corrompre. Sa désignation comme délégué de la CGTU au IVe Congrès de l'ISR, qui doit se tenir à Moscou en mars 1928, procède de cette seconde manière. Le rusé Bonnaud ne tarde pas à le comprendre : il s'agissait, écrit-il, « de m'attirer à eux au cours d'un isolement forcé et de m'en mettre plein les yeux ». C'était mal le connaître.

Au pays du grand mensonge

Passionnant de bout en bout, le récit de ce voyage à Moscou constitue, sans nul doute, la pièce de choix de ces Mémoires. Il prouve, en tout cas, à qui en douterait encore que, de vouloir, on pouvait voir. À condition de disposer d'un regard affûté et des bons contacts. Ceux de Bonnaud, c'est Ida Mett (1901-1973), militante anarchiste ayant fui l'URSS quatre ans plus tôt et compagne de Nicolas Lazarévitch (1895-1975), qui les lui fournit. Elle lui confie également quelques documents à remettre à ses compagnons et une petite somme d'argent destinée à la défense de deux anarchistes récemment emprisonnés : Axelrod et Alfonso Petrini [2].

C'est le 12 mars 1928 que la délégation française – « unitaire », mais bolchevisée à 99 % – entre en URSS. Sitôt arrivée à Moscou, elle est logée à l'hôtel Europe, « l'un des plus beaux » de la capitale. Le gîte y est plus que confortable et le couvert particulièrement abondant.

Au soir du premier jour, Bonnaud se met en quête de ses contacts. Il s'agit de Pierre Pascal [3] et de sa compagne Eugénie Roussakova. Par leur entremise, il entre, cette nuit même, en relation avec celui qui sera, son séjour durant, son cicérone avisé, l'anarchiste italien Francesco Ghezzi [4]. Le lendemain, il lui fixe rendez-vous à la Bourse du travail de Moscou. C'est là que pointent les chômeurs et que « s'étale la misère ouvrière ». L'entrée en matière fait son effet sur Bonnaud. « Dès le premier jour, note-t-il, je vois l'abîme qui sépare le vrai peuple des fonctionnaires soviétiques. » Jour après jour, accompagné de Ghezzi, il arpentera ces lieux qu'aucune délégation officielle ne vient jamais visiter. Il y verra l'état de parfait abandon où se trouve cette classe ouvrière qui « a fait la révolution » et où crève ce prolétariat qui, dit-on, serait au pouvoir.

De déplacement en déplacement, Bonnaud aiguise son flair. Se sachant « pisté [...] par deux jeunes Français, élèves de l'école léniniste, qu'on avait attachés à [sa] personne », il use de divers stratagèmes pour les semer. Il rencontre Andreu Nin (1892-1937), alors membre de l'Opposition de gauche, et Adrienne Montégudet (1885-1948), institutrice proche des syndicalistes révolutionnaires, qui lui servira également de guide. Au nombre de ses visites, la veuve Kropotkine et la compagne de Maxime Gorki, qui s'occupe d'un « comité de secours aux prisonniers » et lui confirme que Petrini est incarcéré à Souzdal et Axelrold à Boutirki. Malgré ses tentatives réitérées auprès du secrétariat de l'Internationale communiste, il ne parviendra pas à visiter les prisons de Souzdal et Boutirki. En revanche, on lui accordera la permission de se rendre à l'« isolateur » Lefortovo pour constater, de visu mais sous bonne escorte, que le socialisme triomphant traite au mieux ses opposants – trois détenus « blancs », pour le cas.

Avant de quitter Moscou aux premiers jours d'avril 1928, Bonnaud déjoue la filature de ses mouchards pour se rendre à un ultime rendez-vous. « Là, écrit-il, je trouve un camarade qui me remet en cachette la copie d'une grosse brochure tapée à la machine et destinée à être éditée en France. » Elle sortira dans sa ceinture de flanelle et parviendra à ses destinataires : Ida Mett et Nicolas Lazarévitch.

De retour en France, Bonnaud ne baisse pas pavillon. Il participe à diverses réunions d'information et fait paraître, dans Le Libertaire, en mai 1928, un rapport très détaillé de son séjour à Moscou. Dès lors, les communistes s'acharnent sur Bonnaud. Il répondra à leurs calomnies point par point avant de conclure à l'impossibilité de continuer à militer dans cette CGTU aux ordres.

Une fois abandonné le terrain syndical, celui pour lequel il était visiblement fait, Bonnaud s'investira dans la très (trop) pacifiste Ligue internationale des combattants de la paix (LICP). Son « Journal de guerre » – qui clôt ces Mémoires et couvre les six années du conflit – est tout empreint de ce défaitisme qui poussa nombre d'anarchistes français à

demeurer, par haine de la guerre et tant que faire se pouvait, en marge de l'événement. En fait, l'homme qui l'écrit – et qui s'en tient à commenter ce qu'il lit ou entend – n'a plus de prise sur rien. Il est seul, vaincu, privé de ressort et confronté à un milieu hostile. On trouvera, bien sûr, dans ces écrits de la grande défaite, quelques pertinentes réflexions sur la marche du temps, mais elles n'égalent pas, en intérêt, et de loin, le reste de ces Mémoires d'un réfractaire. Ce qui est, somme toute, normal à partir du moment où le mémorialiste a cessé d'être un acteur des événements pour en devenir le simple témoin. **G. F.**

Recension parue dans À contretemps, *n° 33, janvier 2008*

1. Signé par quelques figures du mouvement anarchiste international – Pierre Kropotkine, Charles Malato, Christian Cornelissen, Jean Grave, entre autres –, le Manifeste des Seize prônait le ralliement des anarchistes au camp de l'Entente.

2. Militant anarchiste, Axelrod (ou Akselrod) est alors emprisonné à Moscou. Il sera bientôt déporté aux îles Solovietzki. Alfonso Petrini, anarchiste italien ayant fui l'Italie des Chemises noires, vient d'être condamné à cinq ans de prison. Sa peine accomplie, il sera livré à la police fasciste italienne.

3. Pierre Pascal (1890-1983), envoyé en Russie en 1916 et membre de la mission militaire française à Petrograd en 1917, fit cause commune avec la révolution. Homme de qualité et de grande culture, ce chrétien fervent participera activement aux activités du Groupe communiste français. En 1921, il épousa Eugénie Roussakova, fille d'un vieil anarchiste russe, et se rapprocha des milieux oppositionnels au bolchevisme d'État. On lui doit un extraordinaire Journal de Russie (1916-1927) en quatre tomes, Lausanne, L'Âge d'homme, 1975, 1977 et 1982.

4. À propos de Francesco Ghezzi (1893-1941), nous renvoyons le lecteur au long dossier que nous lui avons consacré dans le numéro 26 – avril 2007 – d'À contretemps et, plus particulièrement, à l'article de Charles Jacquier : « L'affaire Francesco Ghezzi », p. 4-13.

François Bonnaud, *Carnets de lutte d'un anarcho-syndicaliste (1896-1945). Du Maine-et-Loire à Moscou*. Texte présenté par Christophe Patillon Nantes, Éditions du Centre d'histoire du travail, 2008, 264 p. Disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Aristocard

Avec tout l'respect kon doit aux salopards,
Cé l'dernier cigare qu'il se grillera c'soir.
Car cé avec un charmant p'tit corbillard
Keu les mutins lui ont pris un rencard.

'Coute voir un peu la rue qui fait du pétard:
Ecorcheurs, marginaux, insoumis, tranchelards
Braillent et trinquent à la santé du veinard
Ki va tutoyer les anges façon « pop-art »!

Terminato d'péter dans la soie, l'bon pinard,
Les gros profits, les p'tites pépées et l'caviar,
Quand le v'la couché à plat ventre sur l'billard,
La caboche coincée dans l'coupe-cigare!

L'foutre à poil, l'jeter dans un sac au fond d'la mare,
Lui faire un s'cond trou d'balle ou l'piquer au curare,
Tout ça, pour lui, s'rait bien trop peinard...
NON! On veut kil en chie dans son falzar!

Hardis gaillards, coupez-y l'chiron dare-dare,
Ca lui f'ra les nougats à c'foutu cafard!
HOURRA! Que sa tête roule au fond du pissoir!
Puis au bout d'une pique, elle s'ra l'étendard

Des coupe-jarrets, des as du traquenard,
Des vide-goussets et des rebelles de tout bar;
Et f'ra trembler l'bourgeois sur les grands boulvards
Car c'soir, y s'pourrait qu'ce soit son dernier cigare!

Lolo Krokaga

Génitonuke

Un enfant naît dans un monde fou, près d'une centrale nucléaire qui fuit.

Un enfant vient au monde, mais dans son corps de nouveau-né son cerveau est déjà arrivé à maturité. Il se heurte aux parois d'un crâne trop étroit. D'où la douleur… Douleur de vivre, douleur de sentir son corps impuissant face à la puissance des autres. Ce nouveau-né détaille ceux qui l'entourent, ses parents bien sûr, mais aussi ce qu'il perçoit, comprend, pressent. Acuité surdéveloppée, inquiétante, qu'il tente de dissimuler « Je vais donc jouer le jeu, leur jeu. Même si mes mots se pressent derrière mes gencives, je ne tenterai pas de les articuler. Je demeurerai silencieux, ou plutôt inintelligible, puisque tel est la « qualité » première du très jeune enfant ».

Ses pleurs incessants affolent ses parents.

« J'ai de plus en plus mal. […] Je fais des efforts inouïs pour retenir mes pleurs. Je ne voudrais pas qu'ils se séparent de moi. Je me suis habitué à eux. Que fait-on des enfants dont plus personne ne veut ? »

Et son cerveau grossit, encore, jusqu'à l'étouffement de la vie par la douleur. « Cet été-là, les hôpitaux de la région furent débordés d'enfants malades ou moribonds… ».

En refermant ce court roman poignant, écrit comme un long poème aux accents philosophiques, on ne peut que s'interroger : nous sommes tous des enfants du nucléaire, nous aussi.

Et voilà que dans ce monde parfois si grotesque, où les intérêts de la finance et le profit priment toujours sur les intérêts de l'être humain, ce nouveau-né rêve d'un monde meilleur, d'amour et de solidarité, coincé dans son corps et privé de moyens d'action efficaces, réduit au silence par sa condition. Ces « mémoires d'un nouveau-né » prennent alors tout leur relief ; ce sont aussi un peu les nôtres.

Cathy Ytak

Thierry Maricourt, *Mémoires d'un nouveau-né*. Éditions Chant d'orties, 2008. 72 pages. 10 euros. Très joliment illustrés par Marion Claeys et Catherine Senaffe.

Gran Torino

C'est le nom d'une automobile américaine de collection, véritable pièce de musée gardée immobile, entretenue avec soin par son vieux propriétaire maniaque, dans un pavillon de banlieue d'une ville des États-Unis.

Dans ce modeste quartier, la « Gran Torino » attire la convoitise d'une bande de jeunes asiatiques qui tentent, par la menace, de forcer l'un de leurs jeunes congénères, voisin du propriétaire, à les aider à s'en emparer.

La tentative de vol échoue. Mais elle déchaîne la hargne et la violence du vieux propriétaire. C'est, il est vrai, un ancien ouvrier de Ford où il a passé sa vie dans la mécanique, vie entrecoupée par sa participation à la guerre du Viet Nam, d'où il est revenu couvert de gloire et de médailles mais torturé par de mauvais souvenirs. Le vieux soldat se déchaîne. Il pourchasse de sa vindicte, de sa haine raciale, de son grossier mépris, la bande de jeunes à l'origine du la tentative de vol de son automobile de collection. À l'égard de son jeune voisin, forcé à aider les voyous, il joue les pères fouettards et les donneurs de leçon de « virilité ».

Il veut se faire justicier et déclenche, attaques et tortures se succédant sans cesse de part et d'autre, un véritable bain de sang dans le quartier.

Enfin, revenu à « Dieu », devant les désastres qu'il déclenche, mais resté « justicier », il se sacrifie pour la bonne cause : faire arrêter les jeunes voyous qui en voulaient à son automobile. Bien que mort en « kamikaze », notre héros est béni par l'église, en grande pompe. Ainsi « la messe est dite ». Tout est bien qui finit bien dans le meilleur des mondes. Et, généreusement, il a donné, avant de mourir, à son jeune voisin, presque « virilisé », l'objet même qui a provoqué sa repentance et sa mort : La « Gran Torino » et son chien.

Archibald Zurvan

Filmer la honte

Le cinéma français répugne habituellement à aborder les questions de société : « la fiction de gauche » n'est pas digne d'un auteur qui doit se préoccuper avant tout de son nombril… Parfois, quelques réalisateurs choisissent néanmoins de traiter un sujet du temps présent. C'est le cas de *Welcome* de Philippe Lioret. À Calais, Simon (Vincent Lindon), un prof de natation, aide un clandestin à réaliser son rêve : rejoindre l'Angleterre et la femme qu'il aime… Ce faisant Simon traversera cette frontière invisible mais bien réelle entre deux mondes qui coexistent mais ne se rencontrent que très rarement. Par la même occasion, il découvrira que, dans notre beau pays, il ne fait pas bon être un étranger sans papiers et que porter assistance à ces êtres humains en détresse conduit hors-la-loi. La première demi-heure du film suit Bilal et montre, de manière très vériste, le fonctionnement des filières destinées à faire passer les passagers clandestins en route vers l'Eldorado britannique. Plus convenue, la suite se focalise sur Simon et sur sa relation avec Bilal. Sauf surprise, *Welcome* aurait dû faire une carrière modeste car, en temps de crise, nombre de spectateurs rechignent à aller voir traiter des sujets trop proches du quotidien.

C'était sans compter sans l'intervention du ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Eric Besson. Lors de son passage dans la région de Calais, le 27 janvier dernier, il s'était déclaré très ému : « On ne peut pas laisser ces personnes vivre dans ces conditions. C'est inacceptable ! » (*La Voix du Nord* du 28 janvier). *Welcome* qui le rejoint dans sa dénonciation aurait dû obtenir son soutien. Mais dans le cadre de la promotion du film, Philippe Lioret a osé établir un parallèle entre la situation actuelle et la période la plus noire de notre histoire récente : l'occupation durant laquelle notre belle police secondée par nos braves gendarmes avait brillé dans son zèle à la chasse aux juifs et autres apatrides (n'oublions pas nos camarades espagnols et allemands abattus par des balles françaises ou livrés à la Gestapo). Dès lors, le tout nouveau ministre, en recherche de légitimité auprès de ses tout nouveaux amis, se devait de réagir. De plateau de télé en émission de radio, Eric Besson s'est répandu contre le film « truffé d'invraisemblances » : à preuve en autres, contrairement à l'avertissement de la femme de Simon « Méfie-toi, à Dunkerque, un type a été condamné à cinq ans pour ça ! », la loi qui punit l'aide à personne en situation irrégulière n'est jamais utilisée contre des bénévoles, mais seulement contre des passeurs. Quant à « Suggérer que la police française, c'est la police de Vichy, que les Afghans sont traqués, qu'ils sont l'objet de rafles, etc., c'est insupportable ».

Interpellés, Vincent Lindon puis Philippe Lioret ont défendu le film. Dans une interview dans *Le Parisien* du 7 mars, Vincent Lindon, bien sympathique malgré son manque de clairvoyance politique (aux dernières élections présidentielles, il soutenait François Bayrou !), exprime sa colère face aux atteintes au droit humain. Il termine son entretien par une remarque frappée au coin du bon sens – « Le mieux pour qu'une loi ne puisse pas être appliquée, c'est qu'elle n'existe pas ! » – qui ruine le pauvre argumentaire du ministre. Car, à quoi bon élaborer et faire voter une loi destinée à ne pas être effective ? D'autant qu'à y regarder de plus près et contrairement aux allégations du ministre, cette loi a bien été utilisée à l'encontre de bénévoles.

Le cas de Jean-Claude Lenoir, l'un des fondateurs de Salam, une association d'aide aux migrants, basée à Calais est exemplaire. Son militantisme l'a conduit, à trois reprises déjà, devant la justice. Une procédure pour outrages (leur nombre a presque doublé en dix ans !) est actuellement en cours suite à son interpellation en novembre où, « conformément à la procédure » comme dirait la collègue de Besson à l'intérieur, Jean-Claude Lenoir a été plaqué au sol et mis torse nu. Déjà reporté une première fois, le procès qui devait avoir lieu le 18 mars a été renvoyé au 23 juin par le tribunal de Boulogne-sur-Mer, histoire de laisser retomber le soufflet médiatique autour du film. Enfin, ce militant a déjà été condamné, sur la base de la loi en question mais « a été dispensé de peine » tient à préciser Eric Besson. Mais qu'adviendra-t-il s'il est à nouveau condamné ? Quoiqu'il en soit, Jean-Claude Lenoir doit vivre avec ces procédures à répétition et ces condamnations. Et si lui parvient à le faire parce que c'est d'évidence un militant déterminé, le message envoyé aux simples sympathisants est limpide : il y a danger à faire montre de solidarité avec les migrants. Circulez ! Y'a rien à voir ! Nous sommes bien en présence de tentatives d'intimidation par la criminalisation de tout mouvement social.

Dans une lettre ouverte parue dans *Le Monde* du 11 mars, Philippe Lioret interpelle le ministre : « Sachez qu'en l'occurrence, je ne mets pas en parallèle la traque des juifs et la Shoah, avec les persécutions dont sont victimes les migrants du Calaisis et les bénévoles qui tentent de leur venir en aide, mais les mécanismes répressifs qui y ressemblent étrangement ». Si on ajoute que les moyens de contrôle grâce notamment à l'informatisation des données (les factures d'électricité, de gaz et d'eau permettent de déceler sans problème les consommations atypiques) dont dispose le pouvoir aujourd'hui excèdent de loin celui de Vichy avec ses petites fiches manuscrites de la police politique d'avant-guerre, alors la vigilance est de mise.

Le 11 mars, avec une combinaison de 209 copies, *Welcome* est arrivé en tête des sorties du mercredi avec plus de 42 000 entrées et a terminé la semaine en deuxième position à près de 275 000 entrées. Difficile d'évaluer l'impact de la polémique, en revanche, on ne peut que se réjouir du soutien involontaire du ministre s'il a permis de grossir le nombre de spectateurs.

Mato-Topé

Otan
Les Allemands aussi

Dans les précédents articles parus dans le *Monde libertaire*, le groupe de Strasbourg de la FA a évoqué l'état de la mobilisation et la situation strasbourgeoise. Il nous a semblé important de donner la parole aux camarades allemands. Nous avons rencontré Rudolph Rhein, un activiste du collectif Résistance des deux Rives, afin qu'il nous livre son sentiment sur la mobilisation côté allemand.

Le Monde libertaire: Depuis quand le collectif Résistance des deux Rives existe-t-il et sur quelle base politique s'est-il créé?
Rudolph Rhein: Nous existons depuis début avril 2008. Dès qu'on a appris que le sommet de l'OTAN se tiendrait chez nous, les habituels militants formant la petite mouvance de la gauche radicale de l'Ortenau se sont regroupés et ont « créé » le collectif.
Notre base politique est à l'image des différents groupes dont nous sommes issus: des groupes anarchistes, antifascistes ainsi que des groupes issus de la contre-culture. Ces groupes existent pour certains depuis de nombreuses années, mais l'expérience de la mobilisation contre le G8 à Heiligendamm leur a apporté une dynamique nouvelle.
Nous avons été récemment rejoints par des individus qui se sont politisés à travers la mobilisation anti-OTAN.
Dans notre quotidien de militant anti-OTAN nous essayons de poursuivre nos idéaux de la prise de décision par consensus, ce qui est difficile dans les grands collectifs auxquels nous participons.

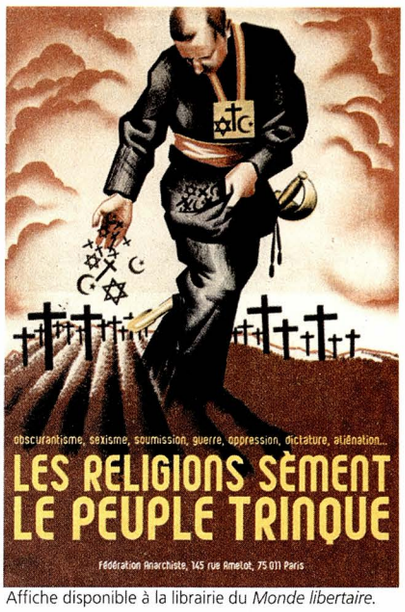
Ml : Quel rôle votre collectif a-t-il joué jusqu'aujourd'hui dans la mobilisation et la préparation du contre-sommet?
R. R: En tant que groupe local qui n'avait aucune expérience d'un tel événement, nous avons d'abord dû nous mettre en réseau, participer à un nombre incalculable de rencontres de préparation dans toute l'Allemagne et à Strasbourg. Nous sommes mêmes allés au forum social européen de Malmö en Suède pour rencontrer les militants et nouer des contacts personnels.
Peu à peu nous avons pris conscience qu'en tant que groupe local, on était en quelque sorte prédestinés à prendre en charge l'infrastructure locale, et notamment le camp à Strasbourg. Nous sommes donc en train de préparer depuis des mois le village avec nos camarades strasbourgeois, ce qui représente un travail énorme, encore compliqué par la barrière de la langue et la nécessité de tout traduire dans les réunions.
Parallèlement nous effectuons un travail en direction des medias et de l'opinion publique, en organisant des conférences et des infotours. Nous organisons aussi régulièrement des concerts.

Ml : Comment la population allemande et surtout celle de Kehl perçoit-elle la tenue du sommet de l'OTAN chez elle?
R. R: En général on n'entend ni ne voit aucune opposition (à part la nôtre...). À peine entend-on ici où là des gens qui se plaignent du coût que va entraîner le maintien de « l'ordre ».
Notre tentative de créer une espèce de rencontre/forum pour les citoyens, afin de leur donner la possibilité de participer et de contribuer à la mobilisation n'a rencontré que peu d'écho.
Je pensais qu'à cause des mesures de sécurité drastiques et hallucinantes qui visent le centre-ville de Kehl il y aurait beaucoup plus d'opposition de la part des habitants. Ils acceptent des restrictions importantes de leurs libertés fondamentales. La plupart sont inquiets pour leur commerce, leur travail et leur propriété qui pourrait subir des dommages lors d'émeutes de la part des méchants autonomes. Cette peur est attisée délibérément par la police allemande et en particulier par le ministre de l'intérieur conservateur du Bade-Würtemberg, qui évoque des milliers « d'émeutiers lourdement armés et très violents » et un « village regroupant des criminels ».
Mais qui sait? Peut-être la population de la région va nous surprendre et va participer à la manifestation, aux blocages, ils visiteront peut-être le village... nous les accueillerions à bras ouverts.

Ml : Est-ce que tu penses que l'histoire de l'Allemagne joue un rôle important dans la forte mobilisation contre le sommet de l'OTAN?
R. R: Par le passé allemand tu parles du national-socialisme, de l'holocauste et de la deuxième guerre mondiale que l'Allemagne a déclenchée.
Pour l'instant je ne n'ai pas vu entrer cela en ligne de compte pour la gauche, du moins pas dans des publications.
Je ne parle ici que pour moi: en tant que militant antifasciste et anarchiste socialisé en Allemagne, l'histoire allemande joue toujours un rôle dans mon engagement politique. La confrontation avec ce passé est une sorte de base dans ma manière d'agir. C'est, entre autre, pour cela que je suis antimilitariste.
Si j'appliquais ce raisonnement à d'autres militants de gauche, ils devraient tous être dans la rue en avril à Strasbourg!

Ml : Pour finir, peux-tu nous dire comment la police allemande se prépare au contre-sommet de l'OTAN?
R. R: La police allemande sera présente avec environ 15 000 policiers. Le terrain d'action est très étendu, de Baden-Baden en passant par Kehl jusqu'à Fribourg (passage aujourd'hui supprimé). C'est notre chance, 15 000 policiers risquent vite de se perdre...
En 2007, avant le sommet du G8, une importante vague de répression avait frappé les structures qui préparaient le contre-sommet, ce qui avait encore amplifié la mobilisation. Je ne pense pas qu'ils referont la même erreur.
Mais ne nous leurrons pas, la répression viendra certainement. Il faudra bien qu'ils justifient cet appareil répressif démesuré. Mais nous sommes prêts à y faire face. Des deux côtés du Rhin, les legal-teams sont prêtes à soutenir les personnes frappées par la répression. C'est là que la solidarité devra être mise en pratique.
Pour finir sur une note optimiste; je pense qu'à Strasbourg, Kehl et Baden-Baden, nous montrerons à l'opinion publique internationale que des milliers de personnes refusent la « politique » de l'OTAN. C'est le plus petit dénominateur commun. Au-delà de ça, ce que chacun et chacune en fera, dépend finalement des individus. Une chose est sûre: il y aura beaucoup d'actions créatives et nombre d'entre elles seront à caractère anarchiste.

Propos recueillis par le groupe de Strasbourg.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Saint-Jean-du-Gard

Une bibliothèque-infokiosque

Sous le soleil des Cévennes, à Saint-Jean-du-Gard, une nouvelle bibliothèque est née l'été dernier. Elle est composée d'une part des bibliothèques mises en commun par ses initiatrices et initiateurs, « révélatrices des vécus et parcours de chacun, chargées d'ambiance de tout temps et de partout. Avec des histoires de vies extraordinaires, de résistances quotidiennes et de révoltes collectives. »

D'autre part, elle s'enrichit constamment « des dons généreux de petites maisons d'édition amies », dont une bonne partie des productions se trouve d'ailleurs dans le catalogue de la librairie Publico.

Ce lieu qui prête autant à la rêverie qu'à la réflexion est aussi le repaire d'un infokiosque, riche de centaines de brochures gratuites ou à prix libre. Et se développent simultanément un coin « livres pour enfants » et une vidéothèque !

Cette bibliothèque a l'ambition immense de participer au désir de beaucoup, celui de transformer un monde qui nous coince, qui nous sépare, qui nous occupe.

Alors, elle tentera d'être un lieu ouvert aux discussions et aux échanges, amicaux et conflictuels, à toute proposition et au hasard, bien sûr, au plaisir de la rencontre, car il s'agit moins, aujourd'hui, de se lancer des certitudes à la tête que de chercher ensemble… »

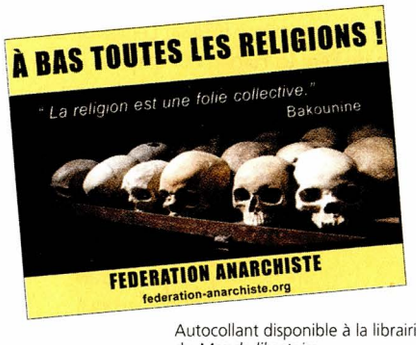
Les bouquins et brochures sont évidemment en prêt gratuit et la visite au 152, Grand'rue est aussi l'occasion de boire un petit café ou une tisane dépurative.

Des soirées discussions ont lieu régulièrement avec des auteurs de passage ou ne résidant pas trop loin. Dans la foulée, toutes les quinzaines environ, la bibliothèque infokiosque organise un ciné-club à la yourte de La Borie, à cinq kms au-dessus de Saint-Jean-du-Gard.

Pour faire connaître ses nouveautés et son agenda, la bibliothèque s'exprime au travers de son 4 pages : *La bafouille* !

Ce type de bibliothèques stimulantes n'est pas isolé car on retrouve la Bibliothèque à la Casa Nostra au Vigan (Gard), la Bibliothèque des Chemins non tracés à Avignon, Monnaie de Singe à Marseille, la Biblioteca Anarquista des cerro en Uruguay !!!

Celle du 152 Grand'rue est ouverte le samedi à partir de 15 heures et parfois d'autres jours… Elle peut être contactée à bibliotheque@riseup.net



Autocollant disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Radio libertaire

Jeudi 26 mars

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Actualités de l'antimilitarisme. Émission de l'Union pacifiste.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Actualités d'Act Up Paris.

Vendredi 27 mars

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 heures) Actualités des familles de détenus.

Koumbi (16 heures) Actualités africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Actualités de l'espérantisme.

Des droits et des hommes (19 heures) Actualités de la Ligue des Droits de l'Homme.

La grenouille noire (21 heures) La lutte anti-corrida. Invités : des militantes et militants du « Comité Radicalement Anti Corrida ».

Ça booste sous les pavés (22 h 30) L'actualité politique du Pays basque.

Samedi 28 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Avec Étienne Liebig pour son dernier livre *Les ados sont insupportables, lourds, menteurs, vilolents...* et avec Jean-Marc Raynaud pour son polar *Meurtres exquis à la Librairie du Monde libertaire*.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Le groupe « Anatomie bousculaire » ; *Akasa Kusum* (titre anglais : *Flowers of the Sky*), le nouveau film du Sri-lankais Prasanna Vithanage.

Deux sous de scène (15 h 30) Actualités de la chanson vivante.

Bulles de rêve (17 heures) Actualités du cinéma d'animation.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Actualités des livres, de la musique et du cinéma.

Dimanche 29 mars

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures) Actualités franco-russes.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Tempête sur les planches (14 heures) Autour du festival *Étrange Cargo* à la Ménagerie de Verre.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Actualités des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 30 mars

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Actualités anarcho-syndicalistes.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualités de la chanson.

Mardi 31 mars

Le Parisien libertaire (8 heures) Actualités parisiennes.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) L'écologie au quotidien.

Idéaux et débats (18 heures) *Nous voilà* de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard), en direct. Entretien du 16 mars avec Alain Nadaud pour son dernier roman *Le passage du col* (Albin-Michel).

Paroles d'associations (19 h 30) Programme non communiqué.

Radio Libertaria (20 h 30) Actualités militantes de la CNT-AIT.

Mercredi 1er avril

La bibliothèque anarchiste (08 heures) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Mandoline et blues, Johnny Young.

Sans toit ni loi (12 heures) Actualités des les mal-logés et de la précarité.

Le manège (14 heures) Actualités de la littérature et du cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Interview de l'association RAWA (Association révolutionnaire des femmes afghanes) de passage à Paris en février dernier.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. François Bès, de l'Observatoire international des prisons, viendra décortiquer la loi pénitentiaire et la prise en charge de la santé des détenus en prison.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 26 mars

Dijon (21)

20h30: Conférence débat organisée par le Groupe Libertaire: « Nous ne paierons pas leur crise », avec Philippe Paraire, auteur de *La Révolution libertaire*. Maison des Associations, 2 rue des Corroyeurs.

Auray (56)

20h30. Les groupes libertaires Ferrer (Lorient) et Lochu (Vannes) organisent une causerie libertaire « le développement durable, c'est de la foutaise! Du développement à la décroissance, quelle société voulons-nous? » au Café Billabong. Entrée libre. Pot offert par le tenancier.

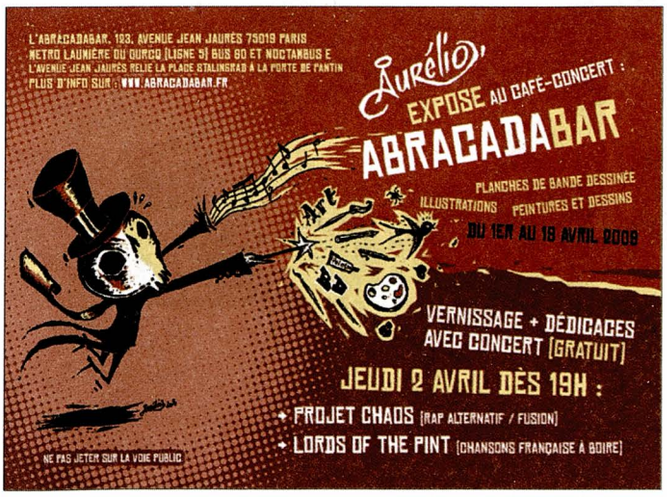
Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Le capitalisme nous fait sa crise: Et quoi après la crise? Présentation de Nicolas Béniès, chargé des cours d'économie à l'Université Populaire de Caen, et auteur de *Petit manuel de la crise financière et des autres* qui vient de paraître aux éditions Syllepse. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro Porte-de-Paris, ou RER D. dionyversite.org

Vendredi 27 mars

Paris XVIIIe

19h30 Conférence débat « Gestion directe » avec René Berthier et Thierry Porré, organisé par le groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche et Abbesses.



Besançon (25)

20h30: Conférence débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire (auteur de *La Révolution libertaire*) et des militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Librairie associative L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Laon (02)

20h30. Le groupe Kropotkine reçoit Pierre Rimbert du *Plan B* pour une rencontre-débat sur les médias. Maison des associations. Rue du Bourg. Table de presse. Entrée libre. Tel. 03 23 80 17 09.

Orléans (45)

« L'État et la religion » Débat organisé par le groupe Gaston Couté de la Fédération Anarchiste au Chiendent à 20 heures.

Samedi 28 mars

Saint-Imier (Suisse)

20h30: Conférence débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire à l'Espace Noir.

Rochefort-en-Terre (56)

19h00 Le café de la Pente projette le film « the take » sur les entreprises récupérées en Argentine en 2001 et organise dans la foulée une discussion sur l'autogestion. Des membres du groupe libertaire Lochu (Vannes) interviendront. Entrée libre. Infos: lepotcommun.com.

Ivry (94)

20h30. « La chanson qui mord ». Claude Duneton et Catherine Merle. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68.

Nanterre (92)

19 heures. Fred Alpi et Gilles Fegeant en concert, après un débat autour du livre Joe Hill: *Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière et révolutionnaire* de Franklin Rosemont. Agora, 20, rue de Stalingrad, RER A Nanterre-ville.

Lundi 30 mars

Paris XXe

20 heures. Bruno Daraquy et Natacha Ezdra en co-plateau. Et enfin, le nouveau récital de Bruno Daraquy! Vingtième théâtre, 7, rue de Plâtrières – Métro Ménilmontant

Jeudi 2 avril

Joyeuse (07)

20 heures. Salle de l'arche soirée débat sur le thème « le capitalisme est malade, aidons-le à mourir ». Quelle réponse libertaire à la crise du capitalisme? organisé par le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste avec la participation de Jean-Marc Raynaud militant anarchiste, cofondateur de l'école libertaire Bonnaventure et coresponsable des Éditions libertaires.

Saint-Marcellin (38)

20 heures. Le groupe La Rue Râle de la FA, en partenariat avec le Collectif associatif de St Marcellin vous invite à une soirée cinéma-débat autour du film *Herbe* un road-movie paysan sur l'agriculture en Bretagne. Cinéma Les Méliès, boulevard Riondel. laruerale@no-log.org

Paris XIXe

19 heures à 23 heures Vernissage de l'expo de notre copain dessinateur Aurelio et Concert gratuit de Lords of The Pint (chanson française à écouter et à boire) puis de Projet Chaos (rap alternatif/fusion). À l'Abracadabar, 123, avenue Jean-Jaurès, M° Laumière et Ourcq, ligne 5, bus 80. L'expo y restera du 1er au 19 avril. aurelio.fr

Vendredi 3 avril

Rouen (76)

20h30. Vidéo-Débat avec le Dal autour du film de Michael Hoare *Rue de la Banque*. Librairie l'Insoumise 128, rue Saint-Hilaire.

"Humor heightens our sense of survival and preserves our sanity." — Charles Chaplin

Rodeo Of Tomorrow, Winston Smith